



ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2007



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 décembre 2008, conformément à l'article 212-13, IV du Règlement Général de l'AMF. Elle complète le document de référence 2007 de Carrefour déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 22 avril 2008, conformément à l'article 212-13 du Règlement Général de l'AMF, sous le numéro D. 08-275. Le document de référence et son actualisation pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

SOMMAIRE

1.	PERSONNES RESPONSABLES	3
2.	RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	4
3.	COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2008	9
4.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE	31
5.	CHIFFRE D'AFFAIRES DU 3^{ème} TRIMESTRE 2008	32
6.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE	42
7.	REMUNERATIONS ET AVANTAGES	47
8.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	50
9.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	53
10.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	54
11.	TABLE DE CONCORDANCE	60

1. PERSONNES RESPONSABLES

- 1.1. Monsieur José Luis Duran, Directeur Général.
- 1.2. « J'atteste, après avoir pris toutes mesures raisonnables à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation du document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document. »

Le 3 décembre 2008

José Luis Duran
Directeur Général

2. RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Attestation du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

José Luis DURAN
Directeur Général

Résultats semestriels 2008

Principes comptables

Les comptes consolidés résumés intermédiaires au 30 juin 2008 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 – informations financières intermédiaires. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes consolidés résumés au 30 juin 2008 sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2007 et sont conformes aux normes IFRS adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2008.

Rappel des objectifs 2008

Les objectifs du Groupe pour 2008 sont les suivants :

- une croissance du chiffre d'affaires de 7% à changes constants,
- une augmentation du résultat opérationnel avant éléments non courants en ligne avec celle des ventes
- un cash-flow libre de 1,5 milliard d'euros

Suivi des objectifs 2008

Le Groupe confirme ses objectifs annuels. Les marchés de croissance ont enregistré de très bonnes performances au cours du premier semestre. Malgré un environnement économique et de consommation difficile, nos activités dans les pays d'Europe de l'ouest ont également contribué à la croissance. La France fait preuve quant à elle d'une bonne résistance grâce à l'application de la stratégie multi-format.

Sur le premier semestre 2008, nous avons constaté :

- une progression soutenue du chiffre d'affaires de 8,0%
- la meilleure croissance du résultat opérationnel avant éléments non courants au premier semestre depuis 2005, soit 5,5%
- une croissance du résultat net part du Groupe de 1,2%

Chiffres semestriels

<i>Chiffre d'affaires hors taxes</i>	30/06/08	30/06/07	% Prog.
Chiffre d'affaires hors taxes	41 947,8	38 844,8	8,0%
Résultat opérationnel avant éléments non courants	1 404,3	1 331,0	5,5%
Résultat des activités poursuivies -part du groupe	749,5	740,8	1,2%
Résultat des activités abandonnées - part du groupe	2,3	(11,8)	
Résultat net -part du Groupe	751,8	729,1	3,1%

Chiffre d'affaires : + 8,0 %

<i>En millions d'euros</i>	30/06/08	30/06/07	Prog. en %	Prog. en % à change constant
France	18 351	18 126	1,2%	1,2%
Europe (hors France)	15 677	14 478	8,3%	8,1%
Amériques	4 936	3 480	41,8%	42,2%
Asie	2 985	2 760	8,1%	16,3%
Total	41 948	38 845	8,0%	8,5%

Le chiffre d'affaires progresse de 8,0% au premier semestre (8,5% à changes constants) :

- Toutes les zones contribuent à la croissance des ventes
- En France les bonnes performances des supermarchés, des magasins de hard discount et de proximité, ont permis de compenser la baisse des ventes en hypermarchés
- Le rythme de croissance des ventes en Europe (hors France) s'accélère par rapport au premier semestre 2007 grâce au dynamisme de l'Espagne, la stabilisation des activités en Italie et la contribution des marchés de croissance européens
- La forte progression des ventes en Amérique Latine se confirme, dynamisée par l'intégration d'Atacadao
- En Asie, la progression des ventes à changes constants est comparable à celle, élevée, enregistrée au premier semestre 2007, malgré les événements d'avril et mai qui ont affecté la fréquentation de nos magasins en Chine.

Résultat opérationnel avant éléments non courants : + 5,5 %

<i>En millions d'euros</i>	30/06/08	30/06/07	Prog. en %
France	695	701	(0,8%)
Europe (hors France)	443	436	1,5%
Amériques	147	84	75,3%
Asie	119	110	8,0%
Total	1 404	1 331	5,5%

Le résultat opérationnel avant éléments non courants progresse de 5,5% à 1 404 millions d'euros :

- En ratio, la marge des Activités Courantes au niveau du Groupe est globalement stable à 22,4%. Elle est en légère augmentation en France, quasiment stable en Europe, et en légère baisse dans nos marchés de croissance, principalement en raison de l'intégration d'Atacadao.
- Les frais généraux hors loyers baissent en pourcentage du chiffre d'affaires reflétant l'effet d'Atacadao et les résultats des actions de réduction des coûts.
- Le résultat opérationnel avant éléments non courants en France reste quasiment stable à 695 M€
- L'Europe (hors France) enregistre une augmentation de 1,5% à 443 millions d'euros : la contribution de l'Espagne s'inscrit en légère baisse, reflet de l'effort promotionnel soutenu au premier semestre ; l'Italie progresse légèrement et l'ensemble des autres marchés européens enregistre une hausse significative de leur résultat.
- L'Amérique Latine affiche une augmentation de son résultat opérationnel avant éléments non courants de plus de 75% : les trois pays de la Zone inscrivent d'excellentes performances
- La Zone Asie enregistre une progression de son résultat opérationnel avant éléments non courants de 8,0% à 119 millions d'euros.

Résultat net des activités poursuivies part du Groupe : +1,2 %

Le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, augmente de 1,2% :

- Les charges financières augmentent de 31 millions d'euros, résultant principalement de l'augmentation de l'évolution de la dette moyenne du Groupe (de 9,4 à 10,2 milliards d'euros) induite notamment par les acquisitions.
- La réduction du taux d'imposition du Groupe par rapport au premier semestre 2007 (26,4% contre 28,9%) s'explique essentiellement par l'imposition à un taux favorable de la plus value réalisée sur la cession du terrain de Merter en Turquie ; cette cession entraîne par ailleurs une augmentation des intérêts minoritaires, en hausse de 121,9%.
- L'augmentation de la contribution des sociétés mises en équivalence est principalement liée à la première consolidation semestrielle de Majid Al Futtaim, notre partenaire au Moyen Orient.

Faits marquants de la période :

Acquisitions de la période

- Acquisition Artima : le 26 octobre 2007, Carrefour Roumanie a signé un protocole d'accord avec la société PEF V Investments Holdings S.a.r.l. et M. Clemens Petschniker en vue d'acquérir 100% des parts dans la société Artima S.A. pour un prix de 55 M€ Cette transaction a été soumise à l'approbation des autorités compétentes. Le 27 janvier 2008, les autorités de la concurrence roumaines ont annoncé avoir validé cette acquisition.

La société Artima SA exploite 21 magasins. Cette société est consolidée par intégration globale depuis le 27 janvier 2008.

- Acquisition Alfa : le 21 janvier 2008, Carrefour Indonésie a signé un protocole d'accord avec les sociétés PT Sigmantara Alfindo et Prime Horizon Pte Ltd dans le but d'acquérir 75% des parts de la société PT Alfa Retailindo Tbk pour un prix de 49,3 M€ Le 4 avril 2008, Carrefour Indonésie a obtenu 4,9% d'actions supplémentaires.

Alfa Retailindo est une société cotée à la bourse de Jakarta. Elle exploite 29 magasins. L'accord n'étant pas soumis à la validation des autorités locales de la concurrence, la société est consolidée par intégration globale depuis le 21 janvier 2008.

Cessions et arrêts d'activité de la période

- Cession de la Slovaquie : Le 1er juin 2007, le groupe Carrefour a signé un accord avec les sociétés ICS et ECM Group BV concernant la cession de ses hypermarchés situés en Slovaquie. Ce protocole fait suite au refus par les Autorités de la Concurrence slovaques, le 29 décembre 2006, d'autoriser la vente de ces 4 magasins au groupe de distribution Tesco. Les hypermarchés sont exploités sous franchise Carrefour depuis la prise d'effet de la cession. Au 31 décembre 2007, cette transaction restait soumise à l'approbation des autorités compétentes. Cette approbation a été obtenue en février 2008. Conformément à la norme IFRS 5, les résultats de cession et du premier semestre 2008 ont été constatés en « résultats des activités cédées ou en cours de cessions ».

- Cession de la Suisse : Le 21 août 2007, le groupe Carrefour et Maus Frères ont signé, de manière conjointe, un protocole d'accord concernant la cession de leurs participations respectives dans Distributis AG à Coop. Distributis AG est la joint venture détenue à 50% par Carrefour et par son partenaire Maus Frères. Elle exploitait 12 hypermarchés à fin juin 2008. Au 31 décembre 2007, cet accord restait soumis à l'approbation des autorités suisses de la concurrence, approbation qui a été obtenue le 28 mars 2008. Conformément à la norme IFRS 5, les résultats de cession et du semestre 2008 avant la cession ont été constatés en « résultats des activités cédées ou en cours de cessions ».
- Cession du Portugal : Le groupe Carrefour a signé, le 27 juillet 2007, un protocole d'accord portant sur la cession de Carrefour Portugal à Sonae. Cet accord a été approuvé par les autorités portugaises de la concurrence au 31 décembre 2007. En 2008, le prix de cession a été ajusté en fonction de certains indicateurs financiers à la date de clôture définitive de la transaction. Conformément à la norme IFRS 5, cet ajustement a été constaté en « résultat des activités cédées ou en cours de cession ».

Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2008 :

L'organisation du Groupe Carrefour en matière de gestion et de contrôle de ses risques ainsi que les principaux risques auxquels il estime être confronté sont décrits dans la partie 4 de son document de référence 2007.

Cette présentation des principaux risques reste valable à la date de publication du présent rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs du second semestre 2008, et le Groupe reste soumis aux risques habituels propres de son activité.

Perspectives de fin d'année :

Dans un environnement incertain et exigeant et pour atteindre ses objectifs, le Groupe met en place un plan d'actions articulé autour de cinq leviers :

- intensification de la dynamique commerciale en hypermarchés en France via notamment la mise en place d'un plan commercial en faveur du pouvoir d'achat des ménages
- accélération du déploiement de la nouvelle enseigne « Carrefour Market » avec 150 magasins convertis d'ici la fin de l'année au lieu des 100 initialement prévus
- accroissement des investissements vers les projets les plus créateurs de valeur (convergence d'enseigne) et réduction des coûts opérationnels pour environ 100 millions d'euros au niveau du Groupe
- accélération des ouvertures de magasins dans les marchés de croissance
- utilisation de Carrefour Property comme levier opérationnel afin d'identifier les opportunités de croissance pour tous les formats du Groupe, développer l'expertise de gestion des galeries commerciales et optimiser les surfaces de ventes existantes.

3. Comptes Consolidés au 30 juin 2008

Préambule :

Les états de synthèse portent sur les comptes établis selon les normes IFRS au 30 juin 2008 et 30 juin 2007.

La norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » spécifie le traitement comptable applicable aux actifs détenus en vue de la vente, la présentation et les informations à fournir sur les activités abandonnées. En particulier, la norme impose que les actifs détenus en vue de la vente soient présentés séparément dans le bilan et que les résultats des activités abandonnées soient présentés séparément dans le compte de résultat.

Une activité abandonnée est une composante d'une entité dont l'entité s'est séparée ou bien qui est classée comme détenue en vue de la vente et :

- qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte,
- fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique et distincte ou
- est une filiale acquise exclusivement en vue de la vente.

La norme impose que les résultats des activités abandonnées soient présentés séparément dans le compte de résultat pour toutes les périodes comparatives. Ainsi, au 30 juin 2008, les résultats des activités cédées en 2008 doivent également être retraités dans les comptes du 30 juin 2007. Les activités abandonnées au 30 juin 2008 l'étant également au 30 juin 2007, le compte de résultat au 30 juin 2007 n'a pas fait l'objet de retraitement au titre de la norme IFRS 5.

Par ailleurs, jusqu'au 30 juin 2007, compte tenu de l'importance et de la non récurrence des plans de Stock Options et d'actions gratuites octroyés en 2006 et 2007 (nombre de bénéficiaires, période d'acquisition de droits, introduction des actions gratuites), le Groupe comptabilisait la charge IFRS 2 relative aux paiements fondés sur des actions en « charges non courantes ».

Conformément à la recommandation de l'Autorité des Marchés Financiers, le Groupe a pris la décision de classer l'intégralité de la charge IFRS 2 en « frais généraux ». Les comptes comparatifs 2007 ont été retraités de ce changement de présentation.

NOTE : COMPTE DE RESULTAT

Convention de signe (- charges ; + produits)

En millions d'euros	30/06/08	% Prog.	30/06/07
Chiffre d'affaires hors taxes	41 947,8	8,0%	38 844,8
Autres Revenus	578,7	18,3%	489,2
Revenus Totaux	42 526,5	8,1%	39 334,0
Prix de revient des ventes	(33 146,6)	8,4%	(30 584,3)
Marge des Activités courantes	9 379,9	7,2%	8 749,7
Frais généraux	(7 077,0)	7,3%	(6 596,0)
Amortissements et provisions	(898,6)	9,2%	(822,7)
Résultat opérationnel avant éléments non courants	1 404,3	5,5%	1 331,0
Produits non courants	196,5	98,5%	99,0
Charges non courantes	(111,3)	158,0%	(43,1)
Résultat opérationnel	1 489,5	7,4%	1 386,9
Résultat financier	(279,5)	12,7%	(248,1)
Résultat avant Impôts	1 210,0	6,3%	1 138,8
Impôts sur les résultats	(319,2)	(2,9%)	(328,7)
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	16,3	867,6%	1,7
Résultat net des activités poursuivies	907,0	11,7%	811,8
Résultat net des activités abandonnées	2,3	na	(12,0)
Résultat net total	909,3	13,7%	799,8
dont Résultat net - part du Groupe	751,8	3,1%	729,1
dont Résultat des activités poursuivies -part du groupe	749,5	1,2%	740,8
dont Résultat des activités abandonnées - part du groupe	2,3	na	(11,8)
dont Résultat net -part des minoritaires	157,5	121,8%	71,0

<i>Sans effet dilutif, en €</i>	EPS juin 2007	EPS juin 2008	Prog.
Résultat net des activités poursuivies par action	1,05	1,09	3,5%
Résultat net des activités abandonnées par action	(0,02)	0,00	ns
Résultat net part du groupe par action	1,03	1,09	6,5%

<i>Avec effet dilutif, en €</i>	EPS juin 2007	EPS juin 2008	Prog.
Résultat net des activités poursuivies par action	1,05	1,09	3,5%
Résultat net des activités abandonnées par action	(0,02)	0,00	ns
Résultat net part du groupe par action	1,03	1,09	6,5%

NOTE : BILAN ACTIF

(En millions d'euros)

Actif	30/06/2008	31/12/2007
Goodwill	11 904	11 674
Autres immobilisations incorporelles	1 156	1 173
Immobilisations corporelles	14 945	14 751
Actifs financiers	1 107	1 119
Titres mis en équivalence	402	436
Impôts différés actifs	952	944
Immeubles de placement	375	500
Encours clients des sociétés financières	1 882	1 959
Actifs non courants	32 723	32 555
Stocks	6 810	6 867
Créances commerciales	3 348	3 424
Encours clients des sociétés financières Part à moins d'un an	2 839	2 713
Actifs d'impôts exigibles	497	582
Autres actifs	1 115	956
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 179	4 164
Actifs courants	16 789	18 707
Actifs détenus en vue de la vente (1)	174	669
Total Actif	49 686	51 932

NOTE : BILAN PASSIF

(En millions d'euros)

Passif	30/06/2008	31/12/2007
Capital social de Carrefour SA	1 762	1 762
Réserves consolidées (y compris résultat)	8 558	8 900
Capitaux propres-part du Groupe	10 320	10 663
Capitaux propres hors groupe	1 045	1 107
Capitaux propres	11 365	11 770
Emprunts	9 590	8 276
Provisions	2 224	2 147
Impôts différés passifs	523	462
Refinancement encours clients	428	430
Passifs non courants	12 764	23 085
Emprunts - Part à moins d'un an	3 597	3 247
Fournisseurs	14 552	17 077
Refinancement encours clients- Part à moins d'un an	3 546	3 989
Passifs d'impôts exigibles	1 218	1 193
Autres passifs	2 644	3 114
Passifs courants	25 556	28 620
Passifs détenus en vue de la vente (1)	1	227
Total Passif	49 686	51 932

(1) Les actifs et passifs non courants détenus en vue de la vente correspondent

- a. en décembre 2007 aux actifs et passifs de la Suisse et de la Slovaquie ainsi que certains actifs en Belgique, Turquie, Pologne et chez Dia Espagne,
- b. au 30 juin 2008 à certains actifs et passifs en Belgique, Pologne, Bulgarie, Turquie, Italie et chez Dia Espagne.

NOTE : TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

En M€	juin-08	juin-07
RESULTAT AVANT IMPÔT	1 210	1 139
Opérations d'exploitation		
Impôt	(275)	(333)
Dotations aux amortissements	942	861
Plus et moins-value sur cessions d'actifs	(173)	(40)
Variation des provisions et impairment	88	(1)
Dividendes des sociétés mises en équivalence	44	4
Impact des Activités abandonnées	3	7
Autofinancement	1 838	1 637
Variation du besoin en fond de roulement	(2 438)	(2 030)
Impact des Activités abandonnées	20	(28)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation (hors soc fin)	(581)	(421)
Variation des encours sur crédit à la consommation	(488)	(354)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation totale	(1 069)	(775)
Opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 189)	(1 144)
Acquisition d'actifs financiers	(38)	(91)
Acquisition de filiales	(170)	(930)
Cessions de filiales	186	74
Cessions d'immobilisations	413	125
Cessions de titres de participation	5	34
Sous Total des Investissements nets de désinvestissements	(793)	(1 934)
Autres emplois	(361)	(194)
Impact des Activités abandonnées	(6)	(59)
Variation de la trésorerie issue des investissements	(1 160)	(2 187)
Opérations de financement		
Augmentation de capital en numéraire	3	6
Dividendes versés par Carrefour (société mère)	(740)	(722)
Dividendes versés par les sociétés consolidées aux intérêts hors Groupe	(162)	(77)
Variation des actions propres	(424)	(134)
Variation d'endettement	1 630	2 552
Impact des Activités abandonnées	(29)	6
Variation de la trésorerie issue du financement	279	1 630
Incidence de la variation de change	(35)	(35)
Variation nette de la trésorerie	(1 985)	(1 367)
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	4 164	3 697
Trésorerie à la clôture de l'exercice	2 179	2 330

Variation des capitaux propres consolidés avant répartition des résultats

En millions d'euros	Capital	Réserves liées à la variation d'actions propres	Ecart de conversion part du groupe	Réserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers	Autres réserves et résultats	Capitaux Propres part du Groupe	Intérêts hors Groupe	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/06 avant répartition	1 762	(36)	370	7	7 382	9 486	1 017	10 503
Variation de l'écart de conversion			64			64	3	67
Variation de la juste valeur des instruments financiers				(15)		(15)	(2)	(17)
Paiement en actions					45	45		45
Actions propres					(482)	(482)		(482)
Produits et Charges comptabilisés directement en capitaux propres au 31/12/07		0	64	(15)	(438)	(388)	0	(388)
Résultat 2007					2 299	2 299	180	2 479
Total produits et charges comptabilisés au titre de la période 2007		0	64	(15)	1 862	1 911	180	2 091
Dividendes au titre de l'exercice 2006					(722)	(722)	(99)	(821)
Variation de capital et primes					0	0	14	14
Effet des variations de périmètre et autres mouvements					(12)	(12)	(6)	(18)
Capitaux propres au 31/12/07 avant répartition	1 762	(36)	434	(8)	8 510	10 663	1 107	11 770
Variation de l'écart de conversion			11			11	(20)	(9)
Variation de la juste valeur des instruments financiers				5		5	1	5
Paiement en actions					28	28		28
Actions propres (net d'impôt)					(397)	(397)		(397)
Produits et Charges comptabilisés directement en capitaux propres au 30/06/08	1 762	(36)	446	(3)	8 141	10 310	1 088	11 397
Résultat juin 2008					752	752	157	909
Total produits et charges comptabilisés au titre du premier semestre 2008	1 762	(36)	446	(3)	8 893	11 061	1 245	12 306
Dividendes au titre de l'exercice 2007					(740)	(740)	(146)	(887)
Variation de capital et primes					0	0	3	3
Effet des variations de périmètre et autres mouvements					(1)	(1)	(57)	(58)
Capitaux propres au 30/06/08	1 762	(36)	446	(3)	8 152	10 320	1 045	11 365

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés du groupe Carrefour sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la société conformément aux normes comptables internationales IFRS applicables depuis le 1^{er} janvier 2005 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

Les comptes consolidés résumés intermédiaires au 30 juin 2008 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 « Informations financières intermédiaires ». Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes consolidés résumés au 30 juin 2008 sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2007, et sont conformes aux normes IFRS adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2008.

Les comptes consolidés résumés intermédiaires au 30 juin 2008 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 26 août 2008.

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certains actifs et passifs traités conformément aux normes IAS 32 et IAS 39, relatives aux instruments financiers. Les catégories d'actifs et passifs concernés sont décrites, le cas échéant, dans les notes correspondantes ci-après.

Les actifs et groupes d'actifs non courants détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La Direction du Groupe revoit ses estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans les futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, incorporels, et goodwill ainsi que le montant des provisions (note 6).

Nouvelles normes et interprétations applicables en 2008

L'interprétation IFRIC 11 « IFRS 2 actions propres et transactions intragroupe » donne des précisions sur la comptabilisation des actions propres en tant que qu'instruments de capitaux propres ou en tant qu'instrument de trésorerie ainsi que sur les accords intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions. L'application d'IFRIC 11 est obligatoire dans les états financiers consolidés de 2008. Cette interprétation n'a pas d'impact significatif dans les comptes consolidés au 30 juin 2008.

L'interprétation IFRIC 12 « Accords de concessions de service » porte sur la comptabilisation des traitements des infrastructures dans le cadre de concession. Cette interprétation n'a pas d'impact significatif dans les comptes consolidés au 30 juin 2008.

L'interprétation IFRIC 14 « IAS 19 limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligation de financement minimum et leur interaction » précise les règles d'évaluation et de comptabilisation des actifs dans le cas d'un surfinancement d'un régime à prestations définies. Cette interprétation n'a pas d'impact significatif dans les comptes consolidés au 30 juin 2008.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées de façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés et d'une manière uniforme par les entités du groupe.

Changement de présentation

Jusqu'au 30 juin 2007, compte tenu de l'importance et de la non récurrence des plans de Stock Options et d'actions gratuites octroyés en 2006 et 2007 (nombre de bénéficiaires, période d'acquisition de droits, introduction des actions gratuites), le Groupe comptabilisait la charge IFRS 2 relative aux paiements fondés sur des actions en « charges non courantes ».

Conformément à la recommandation de l'Autorité des Marchés Financiers, le Groupe a pris la décision de classer l'intégralité de la charge IFRS 2 en « frais généraux ». Les comptes comparatifs 2007 ont été retraités de ce changement de présentation.

NOTE 2 : FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Acquisitions de la période

- Acquisition Artima : le 26 octobre 2007, Carrefour Roumanie a signé un protocole d'accord avec la société PEF V Investments Holdings S.a.r.l. et M. Clemens Petschniker en vue d'acquérir 100% des parts dans la société Artima S.A. pour un prix de 55 M€ Cette transaction a été soumise à l'approbation des autorités compétentes. Le 27 janvier 2008, les autorités de la concurrence roumaines ont annoncé avoir validé cette acquisition. La société Artima SA exploite 21 magasins. Cette société est consolidée par intégration globale depuis le 27 janvier 2008.

- Acquisition Alfa : le 21 janvier 2008, Carrefour Indonésie a signé un protocole d'accord avec les sociétés PT Sigmantara Alfindo et Prime Horizon Pte Ltd dans le but d'acquérir 75% des parts de la société PT Alfa Retailindo Tbk pour un prix de 49,3 M€ Le 4 avril 2008, Carrefour Indonésie a obtenu 4,9% d'actions supplémentaires.
Alfa Retailindo est une société cotée à la bourse de Jakarta. Elle exploite 29 magasins. L'accord n'étant pas soumis à la validation des autorités locales de la concurrence, la société est consolidée par intégration globale depuis le 21 janvier 2008.

Cessions et arrêts d'activité de la période

- Cession de la Slovaquie : Le 1er juin 2007, le groupe Carrefour a signé un accord avec les sociétés ICS et ECM Group BV concernant la cession de ses hypermarchés situés en Slovaquie. Ce protocole fait suite au refus par les Autorités de la Concurrence slovaques, le 29 décembre 2006, d'autoriser la vente de ces 4 magasins au groupe de distribution Tesco. Les hypermarchés sont exploités sous franchise Carrefour depuis la prise d'effet de la cession. Au 31 décembre 2007, cette transaction restait soumise à l'approbation des autorités compétentes. Cette approbation a été obtenue en février 2008. Conformément à la norme IFRS 5, les résultats de cession et du premier semestre 2008 ont été constatés en « résultats des activités cédées ou en cours de cessions ».
- Cession de la Suisse : Le 21 août 2007, le groupe Carrefour et Maus Frères ont signé, de manière conjointe, un protocole d'accord concernant la cession de leurs participations respectives dans Distributis AG à Coop. Distributis AG est la joint venture détenue à 50% par Carrefour et par son partenaire Maus Frères. Elle exploitait 12 hypermarchés à fin juin 2008. Au 31 décembre 2007, cet accord restait soumis à l'approbation des autorités suisses de la concurrence, approbation qui a été obtenue le 28 mars 2008. Conformément à la norme IFRS 5, les résultats de cession et du semestre 2008 avant la cession ont été constatés en « résultats des activités cédées ou en cours de cessions ».
- Cession du Portugal : Le groupe Carrefour a signé, le 27 juillet 2007, un protocole d'accord portant sur la cession de Carrefour Portugal à Sonae. Cet accord a été approuvé par les autorités portugaises de la concurrence au 31 décembre 2007. En 2008, le prix de cession a été ajusté en fonction de certains indicateurs financiers à la date de clôture définitive de la transaction. Conformément à la norme IFRS 5, cet ajustement a été constaté en « résultat des activités cédées ou en cours de cession ».

NOTE 3 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Investissements :

En millions d'euros	30/06/2008	30/06/2007
France	332	466
Europe (hors France)	484	431
Amériques	273	169
Asie	100	79
Total	1 189	1 144

Chiffre d'affaires :

En millions d'euros	30/06/2008	30/06/2007
France	18 351	18 126
Europe (hors France)	15 677	14 478
Amériques	4 936	3 480
Asie	2 985	2 760
Total	41 948	38 845

Autres revenus :

En millions d'euros	30/06/2008	30/06/2007
France	174	104
Europe (hors France)	147	140
Amériques	178	155
Asie	80	89
Total	579	489

Résultat opérationnel avant éléments non courants :

En millions d'euros	30/06/2008	30/06/2007
France	695	701
Europe (hors France)	443	436
Amériques	147	84
Asie	119	110
Total	1 404	1 331

Immobilisations incorporelles nettes :

En millions d'euros	30/06/2008	31/12/2007
France	4 549	4 448
Europe (hors France)	7 049	7 025
Amériques	1 328	1 280
Asie	134	93
Total	13 060	12 846

Immobilisations corporelles nettes :

En millions d'euros	30/06/2008	31/12/2007
France	4 712	4 786
Europe (hors France)	6 431	6 333
Amériques	2 626	2 420
Asie	1 176	1 211
Total	14 945	14 751

Immeubles de placement nets :

En millions d'euros	30/06/2008	31/12/2007
France	33	41
Europe (hors France)	248	369
Amériques	17	17
Asie	77	74
Total	375	500

La juste valeur des immeubles de placement au 30 juin 2008 est estimée à 829 millions d'euros.

L'évaluation des immeubles de placement à leur juste valeur est réalisée :

- soit en appliquant aux loyers bruts annualisés générés par chaque immeuble de placement, un multiple, fonction de la rentabilité calculée sur chacune des galeries marchandes, et un taux de capitalisation, fonction du pays ;
- soit en ayant recours à des expertises indépendantes.

NOTE 4 : AUTRES INFORMATIONS DU COMPTE DE RESULTAT

RESULTAT NON COURANT

En millions d'euros	30/06/2008	30/06/2007
Restructuration	(31)	3
Dépréciation d'actifs	(26)	(27)
Autres produits et charges non courants	142	80
Total	85	56

Les autres produits et charges non courant correspondent principalement aux coûts de changements d'enseignes ainsi qu'aux plus ou moins values de cessions.

RESULTAT FINANCIER

En millions d'euros	30/06/2008	30/06/2007
Autres charges et produits financiers	(31,2)	(40,0)
Coût actualisation	(14,9)	(13,5)
Charges titrisation	(12,5)	(10,9)
Autres	(3,8)	(15,7)
Coût de l'endettement	(248,3)	(208,1)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	36,6	21,8
Charges d'intérêt	(267,0)	(213,2)
Charges d'intérêt sur location financement	(17,8)	(16,6)
TOTAL	(279,5)	(248,1)

IMPOTS SUR LES RESULTATS

En millions d'euros	30/06/2008	30/06/2007
Impôts sur les résultats	250	323
Impôts différés	69	6
Total impôts	319	329
Taux réel d'impôt (Base : résultat avant impôt)	26%	29%

RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES

Au 30 juin 2008, la contribution du groupe au résultat des activités abandonnées provient :

- de l'ajustement du prix de cession du Portugal pour (30) millions d'euros
- des résultats de cession et de l'activité de la période de la Slovaquie pour 22 millions d'euros
- des résultats de cession et de l'activité de la période de la Suisse pour 12 millions d'euros
- de la finalisation des cessions antérieures pour (1) million d'euros

soit un résultat de 2 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires de la Slovaquie jusqu'à la date de cession en février 2008 aurait été de 15 millions d'euros. Les flux de trésorerie associés au 30 juin 2008 sont les suivants :

- flux issus des opérations d'exploitation : (4,1) million d'euros
- flux issus des opérations d'investissement : 3,7 million d'euros
- flux issus des opérations de financement : non significatif.

Le chiffre d'affaires de la Suisse jusqu'à la date de cession le 28 mars 2008 aurait été de 112 millions d'euros. Les flux de trésorerie associés au 30 juin 2008 sont les suivants :

- flux issus des opérations d'exploitation : 25,4 millions d'euros
- flux issus des opérations d'investissement : (1,7) million d'euros
- flux issus des opérations de financement : (28,9) millions d'euros

Au 30 juin 2007, la contribution du groupe au résultat des activités abandonnées provient :

- du résultat de la période du Portugal pour (9) millions d'euros
 - du résultat de la période de la Slovaquie pour (1) million d'euros
 - du résultat de la période de la Suisse pour (1) million d'euros
 - de la finalisation des cessions antérieures pour (1) million d'euros
- soit un résultat de (12) millions d'euros.

NOTE 5 : RESULTAT PAR ACTION

	<u>30/06/2008</u>	<u>30/06/2007</u>
Résultat net courant par action avant dilution		
Résultat net des activités poursuivies, part du groupe (en millions d'euros)	749,5	740,8
Résultat net des activités abandonnées, part du groupe (en millions d'euros)	2,3	(11,8)
Résultat net, part du Groupe	751,8	729,1
Nombre d'actions moyen pondéré	687 972 964	703 555 074
Résultat net des activités poursuivies par action	1,09	1,05
Résultat net des activités abandonnées par action	0,00	(0,02)
Résultat net, part du Groupe par action (en euros)	1,09	1,03

	<u>30/06/2008</u>	<u>30/06/2007</u>
Résultat net courant par action après dilution		
Résultat net des activités poursuivies, part du groupe (en millions d'euros)	749,5	740,8
Résultat net des activités abandonnées, part du groupe (en millions d'euros)	2,3	(11,8)
Résultat net, part du Groupe	751,8	729,1
Nombre d'actions moyen pondéré	687 972 964	703 555 074
Actions dilutives	-	-
Nombre d'actions retraité	687 972 964	703 555 074
Résultat net des activités poursuivies par action	1,09	1,05
Résultat net des activités abandonnées par action	0,00	(0,02)
Résultat net, part du Groupe par action (en euros)	1,09	1,03

Les titres d'autocontrôle ne sont pas pris en compte dans le calcul du résultat par action.

Au cours de l'exercice 2008, un nombre significatif d'actions propres a été acquis. Ces achats ont pour effet d'augmenter le résultat par action des activités poursuivies part du groupe de 2,3%.

NOTE 6 : NOTES SUR LE BILAN

GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En millions d'euros	30/06/2008	31/12/2007
Goodwill nets	11 904	11 674
Autres immobilisations incorporelles brutes	2 378	2 282
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	(1 267)	(1 186)
Impairment des autres immobilisations incorporelles	(181)	(164)
Immobilisations incorporelles en cours	226	242
Immobilisations incorporelles nettes	13 060	12 847

En millions d'euros	Goodwill nets fin 2007	Acquisitions/ cessions 2008	Impairments 2008	Ecart de conversion 2008	Goodwill nets fin juin 2008
France	4 104	82			4 186
Italie	3 135	9			3 144
Belgique	946	2			948
Espagne	1 327	32			1 359
Indonésie	7	11		(0)	17
Roumanie	97	35		(1)	131
Bresil	841	13		32	886
Argentine	161			(4)	157
Autres pays	1 056	21		(0)	1 076
Total	11 674	205	0	26	11 904

Les principales acquisitions du semestre concernent Artima en Roumanie, Alfa en Indonésie, divers rachats de supermarchés en France et les derniers ajustements sur les acquisitions des exercices précédents (Atacadao au Brésil, Ahold en Pologne, Tengelmann chez Dia Espagne).

PROVISIONS

En millions d'euros	déc.-07	Périmètre	Effet change	Dotations	Actualisation	Consommations	Reprises sans objet	Transfert	juin-08
Engagements de départ à la retraite	674	7	(1)	54	15	(23)	(49)	(4)	673
Litiges	992		11	71		(20)	(16)	(85)	952
Restructuration	78			22		(20)	(1)	(4)	74
Service après-vente	57					(5)			52
Autres	346	20	5	63		(21)	(41)	101	474
Provisions pour risques & charges	2 147	27	15	209	15	(89)	(107)	8	2 224

Le coût des indemnités de départ en retraite est déterminé à chaque clôture annuelle en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite, selon une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires et d'âge de départ en retraite. L'engagement du Groupe est intégralement couvert par la provision ainsi que par la prise en charge par des organismes extérieurs.

Au 30 juin 2008, le montant de la provision est basé sur une extrapolation du calcul annuel.

Les autres provisions sont composées pour moitié d'éléments relatifs à des risques fiscaux et légaux, le solde couvrant des risques directement liés à l'activité de l'entreprise (litiges SAV, risques sociaux...). Dans le cours normal de leurs activités, les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procès ou litiges, dont des contentieux avec les administrations fiscales et sociales. Les charges susceptibles d'être estimées avec une fiabilité suffisante et jugées probables par les sociétés et leurs experts, ont fait l'objet d'une comptabilisation en provisions.

EMPRUNTS

Détail de la dette nette

<u>(en millions d'euros)</u>	<u>juin 2008</u>	<u>décembre 2007</u>	<u>juin 2007</u>
Emprunts Obligataires	9 127	8 149	7 485
Dérivés - Passif	564	606	529
Autres Emprunts	582	662	1 149
Autres Dettes LT	87	89	78
Billet de Trésorerie	2 373	1 550	2 900
Crédit Baux	454	466	402
Total des Emprunts	13 187	11 523	12 542
Total retraité des Emprunts	13 118	11 453	12 421
Valeurs Mobilières	953	1 653	867
Dérivés - Actif	69	69	121
Disponibilités	1 157	2 442	1 342
Total des Placements	2 179	4 164	2 330
Dettes Nette	11 008	7 358	10 212

Compte tenu de l'activité de fin d'année, la position d'endettement nette est structurellement plus faible au 31 décembre qu'au 30 juin.

Détail des emprunts par nature de taux

<u>(en millions d'euros)</u>	<u>juin 2008</u>	<u>décembre 2007</u>	<u>juin 2007</u>
Dettes à taux fixe	10 340	9 396	8 496
Dettes à taux variable	2 778	2 057	3 925
Total	13 118	11 453	12 421

La dette à taux flottant correspond soit à la dette à taux flottant à l'émission, soit à la dette à taux fixe swappée à taux variable à l'émission.

Détail des emprunts par devise :

Les emprunts sont présentés par devise après effet de couverture.

<u>(En millions d'euros)</u>	<u>juin 2008</u>	<u>décembre 2007</u>	<u>juin 2007</u>
Euro	12 502	10 879	11 966
Dollar US	7	0	9
Real Brésilien	306	304	123
Yuan Chinois	42	42	43
Livre Turque	7	4	34
Livre Chypriote		22	5
Dollar Taiwanais	64	65	89
Ringgit Malais	3	3	3
Peso Argentin	4	0	0
Livre Sterling			0
Peso Colombien	4	103	98
Baht Thaïlandais	4	4	4
Zloty Polonais	61	26	44
Lei Roumain	63		3
Rupie Indonésien	44		
Ruble Russe	5		
Total	13 118	11 453	12 421

La dette en euros représente 95,3 % du total en juin 2008, contre 94,9% en décembre 2007.

Détail des emprunts par échéance :

<u>(En millions d'euros)</u>	<u>juin 2008</u>	<u>décembre 2007</u>	<u>juin 2007</u>
1 an	3 528	3 247	5 097
2 ans	1 170	1 064	1 943
3 à 5 ans	3 434	3 347	2 524
Au-delà de 5 ans	4 471	3 262	2 459
Indéterminée	515	534	398
Total	13 118	11 453	12 421

Détail des emprunts obligataires :

(en millions d'euros)	Échéance	juin-08
Détail des emprunts Obligataires		9 127
Emissions Publiques :		8 601
Euro Bond Fixed rate, EUR, 7 ans, 5,375%	2015	1 000
Euro Bond Fixed rate, EUR, 7 ans, 5,125%	2014	1 250
Euro Bond , EUR, 5 ans, Euribor 3M+15bp	2012	200
Euro Bond Fixed rate, EUR, 10 ans, 4.375 %	2016	600
Euro Bond Fixed rate, EUR, 10 ans, 3.825 %	2015	50
Euro Bond Fixed rate, EUR, 10 ans, 3.85 %	2015	50
Euro Bond Fixed rate, EUR, 8 ans, 3.625 %	2013	750
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 4 ans, 3,265%	2008	500
Emprunt Obligataire Euro MTN, GBP, 10 ans, 5,375%	2012	796
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 8 ans, 4,375%	2011	1 100
Emprunt Obligataire Euro MTN, Eur, 2.5ans, 6.125%	2010	1 000
Emprunt Obligataire, FRF, 10 ans, 4.50%	2009	1 000
Emprunt Obligataire domestique, FRF, 10 ans, 5.30 %	2008	305
Emissions Privées :		526
Euro Bond , EUR, 7 ans, Euribor 3M+45bp	2015	251
Emprunt Obligataire Euro MTN, Eur, 10 ans, Euribor 3M+0.35%	2011	20
Emprunt Obligataire Euro MTN, JPY, 5 ans, 0.80%	2008	50
Financement Italie BNP	2010	39
Financement Italie CLY	2010	24
Financement Korcula Brésil	2015	141

NOTE 7 : PARTIES LIEES

Les transactions entre la société mère et les sociétés mises en équivalence sont résumées ci-dessous

(En millions d'euros)

Nature de la transaction	Montant des transactions	Créances sur les entreprises liées	Dettes envers les entreprises liées	Provisions sur créances	Engagements hors bilan
Ventes de marchandises	0,6	1,7			
Achat de marchandises	21,8		8,8		
Engagements donnés: engagements fermes					965
Engagements reçus: engagements fermes					
Autres	(6)				

Au 30 juin 2008, le montant des jetons de présence versés aux membres du conseil de surveillance s'élève à 610 000 euros.

NOTE 8 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements donnés et reçus par le Groupe et non comptabilisés au bilan correspondent à des obligations contractuelles non encore réalisées et subordonnées à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures à l'exercice en cours. Ces engagements sont de trois ordres : ceux liés à la trésorerie, ceux liés à l'exploitation des points de ventes et ceux liés aux acquisitions de titres. En outre, le Groupe a des contrats de location (loyers payables principalement sur les points de vente loués, et loyers recevables principalement sur les boutiques de galeries marchandes) qui représentent également des engagements futurs, donnés ou reçus.

Engagements donnés (en millions d'euros)	30/06/2008	Détail par échéance		
		- d'un an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Liés à la trésorerie	6 216	1 527	3 959	730
<i>relatifs aux sociétés financières</i>	4 938	1 175	3 489	274
<i>relatifs aux autres sociétés</i>	1 278	352	470	456
Liés à l'exploitation/immobilier/expansion...	1 246	485	563	198
Liés aux acquisitions de titres	1 748	159	1 515	74
Liés aux locations	6 088	810	2 189	3 089
TOTAL	15 298	2 980	8 227	4 092

Engagements reçus (en millions d'euros)	30/06/2008	Détail par échéance		
		- d'un an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Liés à la trésorerie	7 090	1 961	4 521	608
<i>relatifs aux sociétés financières</i>	2 136	676	1 428	32
<i>relatifs aux autres sociétés</i>	4 954	1 285	3 094	576
Liés à l'exploitation/immobilier/expansion...	872	164	498	210
Liés aux acquisitions de titres	429	286	131	13
Liés aux locations	340	140	125	75
TOTAL	8 731	2 550	5 275	905

NOTE 9 : EVENEMENTS POST CLOTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la date de clôture de nature à altérer la pertinence des informations présentées ci-avant.

NOTE 10 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION

SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE AU 30 juin 2008

	Pourcentage d'intérêts retenus en consolidation	Numéro de Registre du Commerce
FRANCE		
ACTIS	100,0	345 274 310
AGON	100,0	326 803 202
ALFROY	100,0	398 260 950
ALIMENTAIRE SCORE	100,0	333 708 014
ALLU	100,0	383 966 496
ALODIS	100,0	345 130 306
ANADIA	100,0	442 769 691
ANDELYSIENNE DE DISTRIBUTION	100,0	384 418 331
AUCEMA	99,9	398 656 660
AUREJAN	100,0	409 581 154
BCG	100,0	347 514 895
BDD	100,0	380 060 210
BELLEVUE DISTRIBUTION	100,0	300 513 041
BERMITTO	100,0	334 897 220
BREAL DISTRIBUTION	100,0	432 807 550
BRUMAT	100,0	337 730 683
CADS	100,0	353 110 554
CAMARSYL	100,0	443 499 041
CANNECAR	100,0	421 295 213
CAR AUTOROUTES	100,0	433 970 944
CARCOOP	50,0	317 599 231
CARCOOP FRANCE	50,0	333 955 912
CARDADEL	100,0	335 014 411
CARFUEL	100,0	306 094 194
CARLIER	100,0	379 535 909
CARMA	50,0	330 598 616
CARMA VIE	50,0	428 798 136
CARMIN	100,0	392 312 898
CARREFOUR ADMINISTRATIF FRANCE	100,0	428 240 352
CARREFOUR ASSISTANCE A DOMICILE	100,0	487 596 173
CARREFOUR FORMATION HYPERMARCHES FRANCE (CFHF)	100,0	433 970 811
CARREFOUR FRANCE	100,0	672 050 085
CARREFOUR HYPERMARCHES	100,0	451 321 335
CARREFOUR HYPERMARCHES FRANCE	100,0	428 767 859
CARREFOUR INTERACTIVE	100,0	493 123 095
CARREFOUR MOBILIER HYPERMARCHES FRANCE	100,0	433 970 886
CARREFOUR MONACO	100,0	92 502 820
CARREFOUR PROPERTY	100,0	775 632 169
CARREFOUR SERVICES CLIENTS	100,0	423 697 523
CARREFOUR STATION SERVICE (ex PARIDIS 75)	100,0	451 321 376
CARREFOUR SYSTEMES D'INFORMATIONS FRANCE	100,0	433 929 114
CARREFOUR VACANCES	100,0	379 601 974
CARTAILLAN	100,0	447 729 815
CASCH	100,0	444 531 180
CASMF	100,0	444 531 388
CDA	100,0	342 416 005
CHAMPION SUPERMARCHES FRANCE (C.S.F)	100,0	440 283 752
CHAMVOG	100,0	410 907 315
CHANGE DISTRIBUTION	100,0	443 738 463
CHARSAC	100,0	326 313 426
CHRISTHALIE	100,0	344 389 820
CHRISTING	100,0	330 305 558
CLAIREFONTAINE	100,0	326 964 715
CLEMADIS	100,0	439 872 979
CM SUPERMARCHES SUD EST CMSSE	100,0	421 063 256
COJADIS	100,0	445 018 633
COLODIS	100,0	480 569 813
COMIDIS	100,0	333 903 789
CONTINENT 2001	100,0	430 209 650
COVICAR 2	100,0	440 274 454
CSD	74,0	326 220 654
CSD TRANSPORTS	74,0	433 859 154
CSF France	100,0	501 238 414
CUBZADIS	100,0	353 125 255

DAGUI	100,0	339 443 137
DARTAGNAN	99,9	339 211 450
DAVARD	100,0	333 940 120
DDAPS	100,0	383 946 795
DE LA BUHUETTERIE	100,0	352 295 232
DEFENSE ORLEANAISE	50,0	085 580 728
DES JARDINS	100,0	383 329 968
DES TROIS G	100,0	347 852 428
DIJOI	100,0	333 134 641
DIONYESIENNE DE SUPERMARCHES	100,0	397 728 122
DISANIS	100,0	418 544 516
DISTRABAUD	100,0	402 068 456
DISTRAL	100,0	331 057 075
DISTRIPAS	100,0	433 842 960
DISTRIVAL	100,0	383 257 938
DU MOULIN	100,0	379 967 136
DUNIEDIS	100,0	338 434 673
ESQUIEZIENNE DE SUPERMARCHES (S.E.S)	100,0	332 136 050
ETADIS	100,0	440 274 355
ETS CATTEAU	100,0	576 280 101
EUROMARCHE	100,0	780 060 414
FINIFAC	100,0	409 468 857
FLORADIS	100,0	330 202 680
FORUM DEVELOPPEMENT	100,0	381 485 176
GEDEL	100,0	395 104 243
GEFIDIS	100,0	345 180 632
GENEDIS	100,0	345 130 512
GEOTIS	100,0	384 878 468
GILVER	100,0	382 944 684
GML - GRANDS MAGASINS LABRUYERE	50,0	314 832 387
GML FRANCE	50,0	397 894 296
GOUDY	100,0	353 898 125
GUILLOT ET FILS	100,0	775 543 846
GUIROVI	100,0	381 618 461
HALLDIS	100,0	391 982 980
HAMON	100,0	622 007 821
HERVAU	100,0	353 869 662
HONDIS	100,0	437 939 952
HYPARLO SA	99,3	779 636 174
HYPARMO	99,3	334 440 849
IMMOBILIERE CARREFOUR	100,0	323 439 786
IMMODIS	100,0	950 340 927
INTERDIS	100,0	421 437 591
JBM HOLDING	100,0	401 634 852
JORI	100,0	350 832 267
JULIEME	100,0	392 746 194
KANY	100,0	353 484 595
KERISPER	100,0	323 635 367
KERRIS	100,0	340 382 548
KOALA	100,0	401 401 443
LA BURRIERE	100,0	433 511 045
LA CHARTREUSE	100,0	349 857 011
LA CIOTAT DISTRIIBUTION SNC	100,0	451 625 354
LA FONTAINE	100,0	421 787 086
LA VOULTE DISTRIBUTION	100,0	391 571 312
LALAUDIS	99,0	339 176 885
LAMBIN	100,0	341 092 609
LAPALUS & FILS (ETABS)	100,0	795 920 172
LAUL	100,0	410 261 689
LE RELAIS DE CARIMAI	100,0	420 047 938
LEDAYE	99,9	333 585 354
LEDISAND	100,0	401 140 330
LES REMPARTS	100,0	389 347 063
LEVALDIS	100,0	381 681 345
LOGIDIS	100,0	303 010 789
LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES	100,0	428 240 287
LORDIS	100,0	430 160 010
LUDIS	100,0	345 316 855

MADRAS	100,0	380 239 228
MAISON JOHANES BOUBEE	100,0	775 583 248
MANDY	100,0	319 449 708
MANOLY	100,0	331 171 223
MARJORIE	99,9	347 619 645
MATEDIS	100,0	383 230 703
MEGANE	100,0	399 381 979
MIBILCO	100,0	347 737 157
MONDEVILLE 1	100,0	422 382 051
MONEDIS	100,0	351 036 017
MONTEL DISTRIBUTION	100,0	398 834 226
MONTELMAR DISTRIBUTION	100,0	487 596 165
MONTVERT	100,0	379 843 139
NEUVILLE DISTRIBUTION	100,0	439 525 148
NODIS	100,0	325 485 902
NOISY DISTRIBUTION	100,0	350 498 416
NOVIGRAY	100,0	479 570 798
OGALIM	100,0	348 302 613
OOSHOP	95,0	420 153 538
OSMADIS	100,0	404 239 584
PERPIGNAN DISTRIBUTION SNC	100,0	451 603 070
PHILEVE	100,0	347 970 592
PHIVETOL	100,0	340 721 844
PLOUHADIS	100,0	385 254 370
POLE	100,0	341 455 855
PONTORSON DISTRIBUTION	100,0	352 725 808
PRODIM	100,0	345 130 488
PROFIDIS	100,0	323 514 406
PROFIDIS & CIE	99,0	327 753 372
PROMEVAR	100,0	421 194 531
RIOM DISTRIBUTION	100,0	487 596 199
RIOMOISE DE DISTRIBUTION SA	100,0	318 623 790
ROBINSON	100,0	403 877 863
S 2M I	100,0	440 272 789
S.D.O	100,0	487 280 307
S.L.M. DISTRIBUTION	100,0	453 585 101
S.T.D.	100,0	417 597 549
S2P - SOCIETE DES PAIEMENTS PASS	60,0	313 811 515
SAB	100,0	419 278 270
SAINT MICHEL DISTRIBUTION	100,0	314 208 752
SAMAD DISTRIBUTION	100,0	352 729 636
SAPER	100,0	348 841 305
SARL DE SAINT HERMENTAIRE	100,0	384 235 602
SAUDIS	100,0	338 625 759
SAVIMMO	100,0	341 876 936
SCI LA SEE	100,0	484 144 399
SCI POUR LE COMMERCE	100,0	378 384 002
SEGODIS	100,0	311 510 432
SELIMA	100,0	411 495 369
SES 1 (ex Coviam 7)	100,0	487 647 091
SETEDIS	100,0	309 085 280
SHF	100,0	387 520 711
SICODI	100,0	352 487 722
SIFO	100,0	401 321 344
SIGER	100,0	377 649 421
SISP	100,0	349 146 878
SMANG	100,0	328 816 004
SMSM	100,0	329 275 978
SOBEDIS	100,0	308 250 240
SOBRUDIS	100,0	380 848 051
SOCARDIS	100,0	382 952 356
SOCIETE DE DISTRIBUTION PLOEUCOISE - SODIP	100,0	325 517 464
SOCIETE DES HYPERMARCHES DE LA VEZERE	50,0	382 824 761
SOCIETE D'EXPLOITATION AMIDIS & Cie	100,0	319 730 339
SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES	100,0	305 490 039
SOCIETE NOUVELLE SOGARA	50,0	441 037 405

SODICO	100,0	338 008 162
SODILOC	100,0	382 005 916
SODISAL	100,0	332 161 686
SODISCAF	100,0	398 008 565
SODISOR	100,0	788 358 588
SODITA	100,0	482 053 352
SOFEDIS	100,0	317 516 441
SOFIDIM	100,0	673 820 601
SOFIDIS	100,0	388 586 505
SOFINEDIS	100,0	304 515 380
SOFODIS	100,0	729 201 384
SOGARA	50,0	662 720 341
SOGARA FRANCE	50,0	397 509 647
SOGIPIC	100,0	400 881 058
SOGRIN	100,0	325 663 771
SOLADIS	100,0	345 027 171
SOLEDIS	100,0	401 146 311
SOPLANDI	100,0	392 435 905
SOVAL	100,0	847 250 503
STEMA	100,0	440 068 625
STROFI	100,0	421 892 134
SUPER ALBA	100,0	325 183 655
SUPERMARCHÉ MOREL	100,0	672 950 078
TAVERDIS	100,0	350 621 652
THOMAS DISTRIBUTION	100,0	394 183 040
TIALMON	100,0	403 085 467
TILLY DISTRIBUTION	100,0	350 553 517
TONICLEM	100,0	414 102 657
TY FRAPP	100,0	324 754 555
UNICAGES	100,0	414 855 650
UNIVU	100,0	351 914 460
VALDIS	100,0	347 381 196
VEZERE DISTRIBUTION	100,0	478 502 651
VIADIX	100,0	351 233 010
VICUS	100,0	333 963 627
VIMOUTIERS DISTRIBUTION	100,0	310 712 278
VIZEGU	100,0	323 945 154
BOEDIM	100,0	379 874 571
BEARBULL	99,3	423 143 718
CARREFOUR MANAGEMENT	100,0	403 245 061
CARREFOUR SA	100,0	652 014 051
CHAMNORD	62,6	303 543 128
COMPTOIRS MODERNES SAS (CMSAS)	100,0	575 450 317
COSG	100,0	440 091 114
CRFP1	100,0	434 210 985
CRFP10	100,0	444 531 628
CRFP11	100,0	444 531 719
CRFP12	100,0	444 531 750
CRFP4	100,0	440 160 570
DAUPHINOISE DE PARTICIPATIONS	100,0	337 748 552
HAUTS DE ROYA	100,0	428 470 900
HOFIDIS II	100,0	423 143 718
HYPARLO FRANCE	100,0	439 916 677
P.R.M.	100,0	352 442 826
TOURANGELLE DE PARTICIPATIONS	100,0	339 487 787
CARREFOUR IMPORT SAS (EX CRFP2)	100,0	434 212 130
CARREFOUR MARCHANDISES INTERNATIONALES	100,0	385 171 582
COMPAGNIE D'ACTIVITE ET DE COMMERCE INTERNATIONAL -CACI-	100,0	352 860 084
CARREFOUR EUROPE	100,0	420 265 845
ED FRANCHISE SAS	100,0	434 193 454
ED SAS	100,0	381 548 791
ERTECO	100,0	303 477 038
IMMOBILIERE ERTECO SNC	100,0	389 526 617
SARL ERTECO EST	100,0	401 636 550
SOCIETE NOUVELLE DES MAGASINS ED	100,0	352 730 816
SNC ED EST	100,0	402 628 283
SET	100,0	433 964 202

SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE AU 30 JUIN 2008

Pourcentage d'intérêts retenus en consolidation

ALLEMAGNE

ERTECO DEUTSCHLAND GMBH	100,0
PROMOHYPERMARKT AG & CO. KG	100,0

ARGENTINE

BANCO CETELEM ARGENTINA SA	40,0
BANCO DE SERVICIOS FINANCIEROS SA	60,0
INC S.A.	100,0
CARREFOUR AMERICAS	100,0
DIA ARGENTINA SA	100,0

BELGIQUE

CENTRE DE COORDINATION CARREFOUR	100,0
FOURCAR BELGIUM SA	100,0
FOURFINANCE HOLDING BV	100,0
GMR	100,0
NORTHSHORE PARTICIPATION	100,0
SERCAR	100,0
SOUTH MED INVESTMENTS	100,0
ALL IN FOOD	100,0
BIGG'S SA	100,0
CARREFOUR BELGIUM	100,0
CARREFOUR INFORMATION SYSTEM	100,0
CARUM	100,0
CUSTOMER LOYALTY PROGRAM BELGIUM - CLPB	100,0
DAVO	100,0
DE NETELAAR	100,0
DEURNE RETAIL ASSOCIATE	100,0
DIKON	100,0
DIZO	100,0
ECLAIR	100,0
EXTENSION BEL-TEX	100,0
FILMAR	100,0
FILUNIC	100,0
FIMASER	60,0
FOMAR	100,0
FRESHCARE	100,0
FRESHFOOD	100,0
GB RETAIL ASSOCIATES SA	100,0
GROSFUIT	100,0
HEPPEN RETAIL ASSOCIATE	100,0
MABE	100,0
PLUSMARKT	100,0
R&D FOOD	100,0
ROB	100,0
ROTHIDI	100,0
RULUK	100,0
SAMDIS	78,8
SCHILCO	100,0
SINDIS	100,0
SIVVO	100,0
SOCIETE RELAIS	100,0
STIGAM	100,0
VANDEN MEERSSCHE NV	100,0
VERSMARKT	100,0
VEVO	100,0
VOMARKT	100,0
WAPRO	100,0

BRESIL

BREPA COMERCIO PARTICIPACAO LTDA	100,0
CARREFOUR ADMINISTRADORA DE CARTOES DE CREDITO	60,0
CARREFOUR COMMERCIO E INDUSTRIA LTDA	100,0
CARREFOUR GALERIAS COMERCIAIS LTDA	100,0
CARREFOUR PARTICIPACOES SA	100,0
CARREFOUR VIAGENS E TURISMO LTDA	100,0
ELDORADO	100,0
IMOPAR PARTICIPACOES E ADMINISTRACAO IMOBILIARIA LTDA	100,0
ATACADAO DISTRIBUICAO COMERCIO E INDUSTRIA LTDA	100,0
LOJIPART PARTICIPACOES SA	100,0
NOVA GAULE COMERCIO E PARTICIPACOES S.A.	100,0
RDC FACCOR FACTORING FOMENTO COMERCIAL LTDA	100,0
CARREFOUR AMERICAS LTDA	100,0
DIA BRASIL	100,0
ZAP	100,0

BULGARIE

CARREFOUR BULGARIA AD	100,0
-----------------------	-------

CHINE

BEIJING CARREFOUR COMMERCIAL CO., LTD.	55,0
BEIJING CHAMPION SHOULIAN COMMUNITY CHAIN STORES	100,0
BEIJING CHUANGYIJIA CARREFOUR COMMERCIAL	100,0
BEIJING REPRESENTATIVE OFFICE OF CARREFOUR S.A.	100,0
CARREFOUR (CHINA) MANAGEMENT & CONSULTING	100,0
CHANGCHUN CARREFOUR COMMERCIAL CO., LTD.	100,0
CHANGSHA CARREFOUR HYPERMARKET	100,0
CHENGDU CARREFOUR HYPERMARKET CO LTD	92,5
CHENGDU YUSHENG INDUSTRIAL DEVELOPMENT CO LTD	100,0
CHONGQING CARREFOUR COMMERCIAL CO LTD	55,0
DALIAN CARREFOUR COMMERCIAL CO., LTD.	65,0
DONGGUAN DONESHENG SUPERMARKET CO	100,0
DONGGUAN CARREFOUR COMMERCIAL CO., LTD	100,0
FOSHAN CARREFOUR COMMERCIAL CO.,LTD	100,0
FUZHOU CARREFOUR COMMERCIAL CO LTD	65,0
GUANGZHOU JIAGUANG SUPERMARKET CO	55,0
HAIKOU CARREFOUR COMMERCIAL	100,0
HANGZHOU CARREFOUR HYPERMARKET CO., LTD	65,0
HARBIN CARREFOUR HYPERMARKET CO., LTD	65,0
HEFEI YUEJIA COMMERCIAL CO., LTD.	60,0
JINAN CARREFOUR COMMERCIAL CO., LTD	100,0
KUNMING CARREFOUR HYPERMARKET CO., LTD	100,0
NANJING YUEJIA SUPERMARKET CO LTD	65,0
NINGBO LEFU INDUSTRIAL DEVELOPMENT CO. LTD	100,0
NINGBO CARREFOUR COMMERCIAL	60,0
QINGDAO CARREFOUR COMMERCIAL	97,7
SHANGAI CARHUA SUPERMARKET LTD	55,0
SHENYANG CARREFOUR COMMERCIAL CO LTD	65,0
SHENZHEN CARREFOUR COMMERCIAL	100,0
SHENZHEN LERONG SUPERMARKET CO LTD	100,0
SUZHOU YUEJIA SUPERMARKET CO., LTD	55,0
CARREFOUR (CHINA) FOUNDATION	100,0
TIANJIN FUYE COMMERCIAL CO., LTD.	55,0
TIANJIN QUANYE CARREFOUR HYPERMARKET CO., LTD	65,0
WUHAN HANFU CHAIN SUPERMARKET CO LTD	100,0
WUXI YUEFU COMMERCIAL CO., LTD.	60,0
XIAMEN CARREFOUR COMMERCIAL CO LTD	100,0
XIAN CARREFOUR HYPERMARKET CO LTD	100,0
XINJIANG CARREFOUR HYPERMARKET	100,0
XUZHOU YUEJIA COMMERCIAL CO LTD	60,0
ZHENGZHOU YUEJIA COMMERCIAL CO., LTD.	60,0
ZHUHAI LETIN SUPERMARKET CO., LTD.	100,0
ZHUZHOU CARREFOUR COMMERCIAL CO., LTD.	100,0
BEIJING DIA-SHOULIAN COMMERCIAL RETAIL CO. LTD	87,4
DIA TIAN TIAN (SHANGHAI) MANAGEMENT CONSULTING	100,0
SHANGHAI DIA RETAIL CO. LTD	100,0

COLOMBIE

GSC SA - GRANDES SUPERFICIES DE COLOMBIA	100,0
--	-------

ESPAÑE

CARREFOUR CANARIAS, S.A.	95,9
CARREFOUR NAVARRA, S.L.	95,9
CARREFOUR NORTE, S.L.	95,9
CARREFOUR ESPAÑA PROPERTIES, S.L.	95,9
CARREFOURONLINE S.L. (SUBMARINO HISPANIA)	95,9
CENTROS COMERCIALES CARREFOUR, S.A.	95,9
ESTABLECIMIENTOS DE CONVENIENCIA	100,0
GROUP SUPECO MAXOR	95,9
INMOBILIARIA CARREFOUR	67,1
INVERSIONES PRYCA, S.A.	100,0
NORFIN HOLDER S.L.	100,0
CORREDURIA DE SEGUROS CARREFOUR	71,9
SERVICIOS FINANCIEROS CARREFOUR EF.C. (FINANCIERA)	57,7
SIDAMSA CONTINENTE HIPERMERCADOS, S.A.	100,0
SOCIEDAD DE COMPRAS MODERNAS, S.A. (SOCOMO)	95,9
SUPERMERCADOS CHAMPION, S.A.	95,9
VIAJES CARREFOUR, S.L.UNIPERSONAL	95,9
DISTRIBUIDORA INTERNACIONAL DE ALIMENTACION (DIASA)	100,0
FINANDIA E.F.C.	100,0
TWINS ALIMENTACION, S.A.	100,0
PE-TRA SERVICIOS A LA DISTRIBUCION, S.L.	100,0

GRECE

CARREFOUR CREDIT	30,0
CARREFOUR MARINOPOULOS	50,0
PIRAIKO SA	25,1
XYNOS SA	50,0
DIA HELLAS	80,0
GUEDO Holding Ltd.	25,1

HONG KONG

CARREFOUR GLOBAL SOURCING ASIA	100,0
CARREFOUR TRADING ASIA LTD (CTA)	100,0
CARREFOUR ASIA LTD	100,0
VICOUR LIMITED	100,0

INDE

CARREFOUR INDIA MASTER FRANCHISE LTD	100,0
CARREFOUR WC & C INDIA PRIVATE LTD	100,0

INDONESIE

PT CARREFOUR INDONESIA (EX CONTIMAS)	100,0
PT ALFA RETAILINDO TBK	79,9

IRELAND

CARREFOUR INSURANCE	100,0
---------------------	-------

ITALIE

CARREFOUR DISTRIBUZIONE SRL (ex CONSORZIO)	99,8
CARREFOUR ITALIA	100,0
CARREFOUR ITALIA IMMOBILIARE	99,8
CARREFOUR SERVIZI FINANZIARI SPA	60,0
DEMETER ITALIA SPA (ex HYPERMARKET HOLDING)	99,8
DI PER DI SRL	99,8
ETNASTORE SPA	99,8
FINMAR SPA	99,8
GS SpA (EX ATENA)	99,8
I.S. CINQUE SRL	99,8
IL BOSCO SRL	94,8
LOGIDIS ITALIA SRL	99,8
S.L.I.D.I. SRL	99,8
SOCIETA SVILUPPO COMMERCIALE	99,8
TREDI' ESPANSIONE SRL	99,8

LUXEMBOURG

VELASQUEZ SA	100,0
--------------	-------

MALAISIE

CARREFOUR MALAYSIA SDN BHD	100,0
MAGNIFICENT DIAGRAPH SDN-BHD	100,0

PAYS-BAS

ALCYON BV	95,9
CADAM BV	100,0
CARREFOUR CHINA HOLDINGS BV	100,0
CARREFOUR NEDERLAND BV	100,0
CARRETSTRAAT BV	100,0
HOFIDIS INVESTMENT AND FINANCE INTERNATIONAL (HIFI)	100,0
FOURCAR BV	100,0
FOURET BV	100,0
FRANCOFIN BV	100,0
EUROPE TRADING COMPANY (ETC)	100,0
INTERCROSSROADS BV	100,0
KRUISDAM BV	100,0
MILDEW BV	100,0
ONESIA BV	100,0
SOCA BV	100,0
HYPER INVEST BV	100,0
CARREFOUR INTERNATIONAL SERVICES BV (HYPER GERMANY)	100,0
HYPER GERMANY BV	100,0

POLOGNE

CP (AHOLD POLSKA)	100,0
CARREFOUR POLSKA	100,0
CARREFOUR POLSKA PROPER	100,0
CARREFOUR POLSKA WAW	100,0

PORTUGAL

DIA PORTUGAL SUPERMERCADOS	100,0
----------------------------	-------

REPUBLIQUE TCHEQUE

ALFA SHOPPING CENTER	100,0
USTI NAD LABEM SHOPPING CENTER	100,0
SHOPPING CENTRE KRALOVO POLE	100,0

ROUMANIE

ARTIMA SA	99,3
CARREFOUR ROUMANIE	99,3
CARREFOUR VOIAJ	98,3
NOU QUALITY SYSTEM SRL	99,3
TERRA ACHIZITII SRL	99,3

RUSSIE

CARREFOUR RUS	100,0
---------------	-------

SINGAPOUR

CARREFOUR SINGAPOUR PTE LTD	100,0
CARREFOUR SOUTH EAST ASIA	100,0

SLOVAQUIE

ATERAITA	100,0
----------	-------

SUISSE

CARREFOUR WORLD TRADE	100,0
HYPERDEMA (PHS)	100,0
PROMOHYPERMARKT AG (PHS)	100,0

TAIWAN

CARREFOUR INSURANCE BROKER CO	60,0
CARREFOUR STORES TAIWAN CO	60,0
CARREFOUR TELECOMMUNICATION CO	30,6
CHARNG YANG DEVELOPMENT CO	30,0
PRESICARRE	60,0

THAILANDE

CENCAR LTD	100,0
NAVA NAKARINTR LTD	100,0
SSCP THAILAND LTD	100,0

TURQUIE

DIA SABANCI SUPERMARKETLERI TICARET ANONIM SIRKETI	60,0
CARREFOUR SABANCI TICARET MERKEZI AS CARREFOURSA	58,2

SOCIETES CONSOLIDEES PAR MISE EN EQUIVALENCE AU 30 JUIN 2008

	Pourcentage d'intérêts retenus en consolidation	Numéro de Registre du Commerce
FRANCE		
ALTIS	50,0	310 710 223
DISTRIMAG	50,0	301 970 471
HYPERMARCHES DES 2 MERS - H2M	50,0	393 248 554
PROVENCIA SA	50,0	326 521 002
SA BLADIS	33,3	401 298 583
SCI LATOUR	60,0	333 337 053
SOCIETE RESEAU FRANCE BILLET	45,0	414 948 638
SOCIETE SUPERMARCHE DU BASSIN - SSB	50,0	324 766 047

Pourcentage d'intérêts retenus en consolidation

ARGENTINE (2)	
HIPERBROKER	65,0

ESPAGNE (1)	
COSTASOL DE HIPERMERCADOS, S.L.	32,6
DIAGONAL PARKING, S.C.	55,1
GLORIAS PARKING S.A.	47,9
ILITURGITANA DE HIPERMERCADOS, S.L.	32,6
INTERING SA	47,9
SICIONE, S.A.	33,1

ITALIE (1)	
CARREFOUR ITALIA MOBILE SRL	50,0
FINIPER SPA	20,0
G.D. PLUS SCARL	33,3
IPER ORIO SPA	49,9
IPER PESCARA SPA	49,9
PEGASO SPA	48,9
PROMOZIONE SVILUPPO SUD SRL	49,9

POLOGNE (1)	
CP TELECOM	50,0

EMIRATS ARABES UNIS (1)	
MAJID AL FUTAIM	25,0

- (1) Ces sociétés ne sont pas consolidées en intégration globale car le Groupe n'en détient pas le contrôle.
 (2) Ces sociétés sont non significatives ou en cours de dissolution.

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Carrefour S.A.

Siège social : 26, quai Michelet - 92300 Levallois-Perret
Capital social : €1 762 256 790

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2008

Période du 1er janvier 2008 au 30 juin 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L.232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Carrefour S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 27 août 2008

Les commissaires aux comptes,

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Jean-Luc Decornoy
Associé

Jean-Paul Picard

5. CHIFFRE D'AFFAIRES DU 3^{ème} TRIMESTRE 2008

Les données financières présentées dans cette section n'ont fait l'objet ni d'un audit, ni d'un examen limité de la part de nos contrôleurs légaux.

Poursuite de la croissance dans un environnement difficile

Hausse des ventes de 8% à changes constants sur les 9 premiers mois de l'année (+6,8% sur le T3),

Croissance organique (hors acquisition) robuste : +5,8% sur les 9 premiers mois (+5,9% sur le T3)

En bonne voie pour atteindre nos objectifs 2008

- ✓ **Amélioration de la performance en France : ventes en hausse de 3,5% au T3 (+3,2% en comparable)**
- ✓ **A l'international, performance soutenue de nos marchés de croissance* (+15,8% à changes constants) et résistance en Europe mature (+3,5% à changes constants)**
- ✓ **Effets positifs du plan d'action lancé à la fin du 1^{er} semestre et poursuite des initiatives en matière d'activité promotionnelle, de réduction des coûts et d'allocation des investissements au T4**

Le chiffre d'affaires du T3 met en relief :

- **Le redressement des ventes** en hypermarchés en France (+2,1% en comparable, ou -0,4% hors essence au T3 2008, contre -5,5% au T2).
- **La pertinence de notre stratégie** multi-format mono-enseigne et la force de notre marque, à l'international comme en France : bonnes performances des magasins Carrefour Market convertis en France et progression de la marque propre.
- **La poursuite de la forte contribution de nos marchés de croissance***, qui représentent près de 30% du chiffre d'affaires du Groupe (vs. 27% en 2007). Neuf pays enregistrent une progression des ventes à changes constants à deux chiffres ce trimestre.

En bonne voie pour atteindre nos objectifs 2008 :

- Croissance du chiffre d'affaires de 7% à changes constants
- Croissance du résultat opérationnel avant éléments non courants globalement en ligne avec celle des ventes
- Génération de 1,5 milliard d'euros de cash flow libre opérationnel

Commentant ces chiffres, José Luis Durán, Directeur Général de Carrefour, a déclaré :

« Carrefour enregistre au troisième trimestre des performances très satisfaisantes dans un environnement difficile. Le redressement des ventes en hypermarchés en France est amorcé, nos marchés de croissance continuent de jouer leur rôle moteur et notre stratégie multi-format mono-enseigne produit des résultats visibles. Ces performances démontrent que le plan d'action que nous avons mis en place porte ses fruits, nous ne relâcherons pas nos efforts pour nos clients. Nos réalisations du 3^{ème} trimestre nous mettent sur la bonne voie pour atteindre nos objectifs 2008. »

* Marchés de croissance : hors France, Espagne, Italie et Belgique

3EME TRIMESTRE 2008								
	CA TTC (m€)	Mag Comp (%)	Expansion (m ²) (%)	Croissance Organique (%)	Acquisitions (%)	Total A tx Chge const. (%)	Impact Monnai es (%)	Total (%)
FRANCE	10 766	3,2	0,3	3,5	0,0	3,5	0,0	3,5
EUROPE Hors Fce	9 058	-0,1	4,9	4,8	0,7	5,5	0,3	5,8
AM LATINE	3 200	11,9	8,3	20,2	0,0	20,2	2,6	22,8
ASIE	1 699	2,0	11,6	13,6	0,2	13,8	-3,6	10,2
TOTAL	24 723	2,9	3,0	5,9	0,9	6,8	0,2	7,0

CUMUL 9 MOIS 2008								
	CA TTC (m€)	Mag Comp (%)	Expansion (m ²) (%)	Croissance Organique (%)	Acquisitions (%)	Total A tx Chge const. (%)	Impact Monnai es (%)	Total (%)
FRANCE	31 328	2,2	0,0	2,2	0,0	2,2	0,0	2,2
EUROPE Hors Fce	26 498	1,0	5,1	6,1	0,9	7,0	0,3	7,3
AM LATINE	8 993	13,4	17,8	31,2	1,1	32,3	0,8	33,1
ASIE	5 000	4,1	11,2	15,3	0,2	15,5	-6,6	8,9
TOTAL	71 819	3,1	2,7	5,8	2,2	8,0	-0,3	7,7

FRANCE

- **Redressement des ventes en hypermarchés**
- **Continuation des bonnes tendances en supermarchés et proximité**

	3EME TRIMESTRE 2008				CUMUL 9 MOIS 2008			
	CA TTC (m€)	Mag Comp (%)	Expansion (%)	Total (%)	CA TTC (m€)	Mag Comp (%)	Expansion (%)	Total (%)
FRANCE	10 766	3,2	0,3	3,5	31 328	2,2	0,0	2,2
Hypermarchés	5 690	2,1	0,3	2,3	16 431	0,1	0,3	0,4
Supermarchés	2 342	4,4	-0,3	4,1	7 056	5,4	-0,1	5,4
Hard discount	683	-0,3	1,3	1,0	2 179	1,6	1,7	3,4
Autres	2 051	6,3	0,6	6,9	5 662	5,1	-2,0	3,2

L'effet calendaire est estimé à +0,7% ce trimestre.

Les hypermarchés :

Les ventes à magasins comparables sont en hausse de 2,1% avec carburants (contre -0,9% sur le premier semestre). Hors carburants, les ventes en comparable sont en baisse de 0,4%, en amélioration par rapport aux -3,4% enregistrés sur le premier semestre. Cette bonne performance confirme l'efficacité de notre dynamisme commercial en hypermarché.

- Les ventes alimentaires augmentent de 1% au T3 (en amélioration par rapport aux -1,1% enregistrés au S1 2008), portées essentiellement par une hausse de 1,8% des ventes de produits de grande consommation. Les tendances observées se confirment : baisse des volumes de produits à marque nationale et augmentation des volumes en marque propre. L'inflation s'est stabilisée aux environs de 3,5%.
- Les ventes en non-alimentaire baissent de 3,3% ce trimestre, enregistrant une amélioration de leur performance par rapport aux -8,6% enregistrés au premier semestre. Tous les secteurs s'améliorent, avec notamment une bonne période de soldes pour le textile et de bonnes promotions sur l'Electronique Grand Public.
- Le trafic est en baisse de 1,9% (en amélioration par rapport aux -4% enregistrés au S1) et le panier moyen en hausse de 1,5%.

Les supermarchés :

Les ventes des supermarchés, en comparable, progressent de 4,4% avec essence (contre 5,9% au S1), ou de 1,7% hors essence (contre 2,5% au S1). Le trafic est légèrement négatif à -0,5%, le panier moyen en augmentation de 2,2%.

Le développement de Carrefour Market se poursuit, avec 33 magasins à la fin du trimestre. Les derniers magasins convertis enregistrent un excellent démarrage, avec une augmentation à deux chiffres de leur chiffre d'affaires.

90 magasins seront convertis à l'enseigne Carrefour Market fin octobre, et 150 magasins à la fin de l'année.

Hard discount, proximité et autres activités :

Les ventes de hard discount progressent de 1% ce trimestre (-0,3% en comparable) : la performance des ventes en comparable est solide en produits de grande consommation. Elle est en revanche atténuée par de mauvaises ventes en produits frais.

Au total, la ligne des activités « Autres » enregistre une progression de 6,9% dont 6,3% en comparable, grâce à :

- Une progression de la contribution des ventes de carburant,
- Une continuation des bonnes tendances des magasins de proximité, avec une progression des ventes en comparable de 3%.

EUROPE de L'OUEST (hors France)

▪ Résistance des activités en Europe mature dans un contexte difficile

	3EME TRIMESTRE 2008				CUMUL 9 MOIS 2008			
	CA TTC (m€)	Mag. Comp (%)	Expansion (%)	Total (%)	CA TTC (m€)	Mag. Comp (%)	Expansi on (%)	Total (%)
EUROPE DE L'OUEST	6 715	-0,2	3,7	3,5	19 792	0,8	3,0	3,8
ESPAGNE	3 885	1,6	5,0	6,6	11 146	3,0	4,6	7,6
Hypermarchés	2 466	0,6	1,7	2,3	7 043	2,2	1,6	3,8
Supermarchés	211	7,5	3,6	11,1	574	9,6	3,1	12,7
Hard discount	933	3,2	16,1	19,3	2 774	4,0	14,1	18,1
Autres	275	3,1	1,6	4,7	755	5,3	0,2	5,5
ITALIE	1 705	-2,7	2,7	0,0	5 242	-1,3	1,9	0,6
Hypermarchés	743	-3,9	5,8	1,9	2 250	-1,7	5,4	3,8
Supermarchés	466	-1,9	-4,5	-6,4	1 506	-1,2	-3,3	-4,5
Autres	496	-1,6	5,5	3,9	1 486	-0,8	2,4	1,5
BELGIQUE	1 125	-1,9	0,5	-1,4	3 404	-2,4	-0,1	-2,5
Hypermarchés	545	-4,2	0,0	-4,2	1 644	-4,8	0,0	-4,8
Supermarchés	213	0,2	-13,4	-13,2	657	-1,6	-13,7	-15,3
Autres	367	0,7	11,6	12,3	1 103	1,6	10,1	11,7

L'effet calendaire sur le trimestre est globalement neutre.

Avec une croissance totale des ventes de 6,6%, l'Espagne continue à enregistrer des performances solides tirées par l'alimentaire et le multi-format. Ainsi, les hypermarchés enregistrent une croissance de leurs ventes en comparable de 0,6%, avec un alimentaire en hausse de 3,1% et des ventes non-alimentaires en baisse de 7,6%, affectées par la baisse des achats discrétionnaires.

Carrefour Express continue d'enregistrer une croissance soutenue de ses ventes, avec +7,5% de progression en comparable. L'activité hard discount Dia continue également sur sa lancée, enregistrant une croissance des ventes de 19,3% au total (+3,2% en comparable). Notre positionnement prix et notre plan d'action promotionnel nous permettent de continuer à gagner des parts de marché aussi bien en alimentaire et en non-alimentaire malgré un environnement économique qui se dégrade.

Les ventes totales en **Italie** sont stables, avec des ventes en comparable en baisse de 2,7%. En hypermarchés, les ventes sont en hausse de 1,9%, portées par les nouveaux m² (baisse de 3,9% en comparable). Le non-alimentaire enregistre des ventes en baisse de -13,3% (contre -7% au deuxième trimestre). Les supermarchés enregistrent une légère baisse de leurs ventes en comparable, à -1,9%.

Nos activités en **Belgique** voient leurs ventes baisser de 1,4% ce trimestre au total. Les hypermarchés enregistrent une baisse de leurs ventes en comparable de 4,2% (contre une baisse de 7,5% au deuxième trimestre), avec des tendances sensiblement meilleures en alimentaire comme en non-alimentaire. Les supermarchés intégrés et la franchise (supermarchés et proximité), enregistrent des ventes encourageantes en comparable en hausse de 0,2% et 0,7% respectivement.

MARCHES DE CROISSANCE

- Performance soutenue de l'activité : +15,8% à changes constants
- Neuf pays enregistrent une progression des ventes à deux chiffres à changes constants
- Marchés de croissance : près de 30% du chiffre d'affaires du Groupe contre 27% au T3 2007

	3EME TRIMESTRE 2008						CUMUL 9 MOIS 2008					
	CA TTC (m€)	Mag. Comp (%)	Expansion (%)	Total à tx chge const (%)	Impact Monnaies (%)	Total (%)	CA TTC (m€)	Mag. Comp (%)	Expansion (%)	Total à tx chge const (%)	Impact Monnaies (%)	Total (%)
TOTAL MARCHES DE CROISSANCE	7 242	5,7	10,1	15,8	0,7	16,5	20 699	7,1	15,9	23,0	-1,1	21,9
AMERIQUE LATINE	3 200	11,9	8,3	20,2	2,6	22,8	8 993	13,4	18,9	32,3	0,8	33,1
Brésil	2 232	8,4	7,7	16,1	6,3	22,4	6 301	8,2	23,4	31,6	6,5	38,1
Argentine	674	28,5	6,5	35,0	-7,9	27,1	1 816	34,3	6,4	40,7	-16,1	24,6
Colombie	294	2,3	16,8	19,1	-1,8	17,3	876	3,1	17,0	20,1	-0,6	19,5
ASIE	1 699	2,0	11,8	13,8	-3,5	10,2	5 000	4,1	11,4	15,5	-6,6	8,9
Chine	833	3,9	9,9	13,8	1,4	15,2	2 538	6,9	10,0	16,9	-3,5	13,4
Taiwan	365	-4,7	3,3	-1,4	-3,5	-4,9	1 042	-0,3	2,0	1,7	-6,3	-4,6
Indonésie	262	5,4	35,4	40,8	-11,3	29,5	690	2,7	36,2	38,9	-17,4	21,5
Autres Pays	239	3,9	11,1	15	-12,2	2,8	730	3,0	10,5	13,5	-8,0	5,5

MARCHES DE CROISSANCE EUROPE	2 343	0,4	11,4	11,8	1,5	13,3	6 706	1,7	16,2	17,9	1,1	19,0
Pologne	604	-2,5	5,5	3,0	15,1	18,1	1 791	-0,5	27,1	26,6	14,7	41,4
Turquie	438	-5,1	9,3	4,2	-2,8	1,4	1 233	-2,2	10,9	8,7	-3,2	5,5
Roumanie	312	5,6	53,1	58,7	-15,2	43,5	819	8,7	47,5	56,2	-14,7	41,5
Grèce	740	2,3	4,9	7,2	0,0	7,2	2 173	2,8	5,2	8,0	0,0	8,0
Autres pays	249	8,4	6,4	14,8	0,0	14,8	690	3,3	10,1	13,4	0,0	13,4

Les ventes en **Amérique Latine** progressent de 20,2% à changes constants, toujours dynamisées par de solides ventes en comparable (+11,9%) et une expansion toujours soutenue (+8,3%). Pour rappel, Atacadao est passé en comparable depuis mai 2008.

Au **Brésil**, les ventes totales progressent de 16,1% à changes constants, dont 8,4% à magasins comparables. Tous les formats enregistrent de très bonnes performances, et notamment Atacadao qui continue d'afficher une progression en comparable à deux chiffres.

En **Argentine**, la croissance des ventes s'élève à 35% à changes constants, dont 28,5% en comparable. Tous les formats (hypermarchés, supermarchés, hard discount) y enregistrent une performance supérieure à 20% en comparable.

En **Colombie**, la croissance totale s'élève à 19,1%, dont 2,3% en comparable. Notre gain de part de marché se consolide ce trimestre, avec l'ouverture de 4 hypermarchés.

Les ventes en **Asie** au total progressent de 13,8% à changes constants, dont 2,0% en comparable.

En **Chine**, nos ventes progressent de 13,8% dont 3,9% en comparable, en amélioration par rapport au T2. Le rythme d'expansion, tant en hypermarchés qu'en hard discount, se poursuit.

A **Taiwan**, les ventes totales baissent de 1,4% (dont -4,7% en comparable). L'indice de confiance des ménages et plus généralement, la consommation sont en baisse ce trimestre, et se reflètent notamment dans l'affaiblissement des ventes de produits discrétionnaires.

En **Indonésie**, les ventes totales progressent de 40,8% à changes constants ou de 5,4% en comparable. L'intensité promotionnelle a été renforcée ce trimestre et a permis d'enregistrer une bonne performance notamment de l'alimentaire.

Les autres pays d'Asie enregistrent une progression de leurs ventes de 15% à changes constants et de 3,9% en comparable. La **Thaïlande** et la **Malaisie** enregistrent de bonnes performances, avec une croissance de leurs ventes de respectivement 13,7% et 22,6% à changes constants.

Les ventes de nos autres marchés de croissance en **Europe** progressent de 11,8% ce trimestre. Pour rappel, Ahold Polska est passé en comparable depuis juillet 2008.

A changes constants, nos ventes en **Grèce**, **Pologne**, **Turquie** et **Roumanie** progressent respectivement de 7,2%, 3,0%, 4,2% et 58,7%.

EXPANSION

Au total, sur le troisième trimestre 2008, nous avons ouvert ou acquis 251 nouveaux magasins sous enseignes, ce qui représente une création de 286 000 m². Sur les 9 premiers mois de l'année, nous avons ouvert ou acquis 822 nouveaux magasins sous enseigne, ce qui représente une création de 832 000 m².

En France, nous avons ouvert et procédé à des agrandissements pour 30 000 m², dont 4 000 m² pour les hypermarchés,

11 000 m² pour les supermarchés, 7 000 m² pour le hard discount et 8 000 m² pour les magasins de proximité. 2 supermarchés, 7 magasins hard discount et 45 magasins de proximité ont été ouverts ou acquis sur la période. De plus, 5 des magasins anciennement HyperChampion passés sous enseigne Carrefour ont été transférés au parc d'hypermarchés, représentant 18 000m².

En Europe (hors France), nous avons ouvert ou acquis 9 nouveaux hypermarchés, 41 supermarchés, 55 magasins hard discount et 37 magasins de proximité. Au total, nous avons ouvert, acquis ou procédé à des agrandissements pour 122 000 m² additionnels.

En Amérique Latine, 10 hypermarchés, 1 supermarché et 22 magasins hard discount ont été ouverts ou acquis dans le trimestre, totalisant 66 000 m² nouveaux, quand en Asie 10 hypermarchés, 1 supermarché et 11 magasins hard discount ont été ouverts, pour un total de 68 000 m².

• PARC DE MAGASINS SOUS ENSEIGNES – T3 2008

	Jun 2008	Ouvertures	Acquisitions	Fermetures	Transferts	Cessions	Septembre 2008
HYPERMARCHES	1 208	23	6	1	7		1 243
France	219				5		224
Europe hors France	471	7	2	1	2		481
Amérique Latine	262	10					272
Asie	256	6	4				266
SUPERMARCHES	2 882	36	9	7	-11	1	2 908
France	1 015	2			-7	1	1 009
Europe hors France	1 694	32	9	7	-4		1 724
Amérique Latine	144	1					145
Asie	29	1					30
HARD DISCOUNT	6 160	95		101	1		6 155
France	899	7		8	1		899
Europe hors France	4 270	55		87			4 238
Amérique Latine	695	22		6			711
Asie	296	11					307
MAGASINS DE PROXIMITE	4 725	75	7	48	2		4 761
France	3 212	45		40			3 217
Europe hors France	1 508	30	7	8	2		1 539
Amérique Latine	5						5
CASH AND CARRY	155			8			147
France	135			5			130
Europe hors France	20			3			17
TOTAL	15 130	229	22	165	-1	1	15 214
France Total	5 480	54		53	-1	1	5 479
Europe hors Fce Total	7 963	124	18	106			7 999
Amérique Latine Total	1 106	33		6			1 133
Asie Total	581	18	4				603

- **T3 08 – VENTES CONSOLIDEES TTC**

	Ventes T3 08 (m€)	Ventes T3 07 (m€)	Variation à tx changes courants (%)	Variation à tx changes constants (%)
France	10 766	10 404	3,5	3,5
Espagne	3 885	3 646	6,6	6,6
Italie	1 705	1 704	0,0	0,0
Belgique	1 125	1 141	-1,4	-1,4
Grèce	740	690	7,2	7,2
Portugal	249	217	14,8	14,8
Pologne	604	511	18,1	3,0
Turquie	438	432	1,4	4,2
Roumanie	312	217	43,5	58,7
Europe	9 058	8 558	5,8	5,5
Brésil	2 232	1 824	22,4	16,1
Argentine	674	530	27,1	35,0
Colombie	294	251	17,3	19,1
Amérique Latine	3 200	2 605	22,8	20,2
Taiwan	365	384	-4,9	-1,4
Chine	833	723	15,2	13,8
Thaïlande	134	139	-3,4	13,7
Malaisie	83	71	16,3	22,6
Indonésie	262	203	29,5	40,8
Singapour	22	22	-2,0	-1,2
Asie	1 699	1 542	10,2	13,8
Groupe	24 723	23 109	7,0	6,8

- **CUMUL 9 MOIS – VENTES CONSOLIDEES TTC**

	Ventes 9 M 08 (m€)	Ventes 9 M 07 (m€)	Variation à <i>tx changes courants</i> (%)	Variation à <i>tx changes constants</i> (%)
France	31 328	30 659	2,2	2,2
Espagne	11 146	10 359	7,6	7,6
Italie	5 242	5 210	0,6	0,6
Belgique	3 404	3 491	-2,5	-2,5
Grèce	2 173	2 012	8,0	8,0
Portugal	690	608	13,4	13,4
Pologne	1 791	1 267	41,4	26,6
Turquie	1 233	1 169	5,5	8,7
Roumanie	819	579	41,5	56,2
Europe	26 498	24 695	7,3	7,0
Brésil	6 301	4 564	38,1	31,6
Argentine	1 816	1 457	24,6	40,7
Colombie	876	733	19,5	20,1
Amérique Latine	8 993	6 754	33,1	32,3
Taiwan	1 042	1 093	-4,6	1,7
Chine	2 538	2 238	13,4	16,9
Thaïlande	421	411	2,5	11,7
Malaisie	241	211	14,3	21,6
Indonésie	690	568	21,5	38,9
Singapour	68	70	-3,0	0,2
Asie	5 000	4 591	8,9	15,5
Groupe	71 819	66 699	7,7	8,0

6. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE

Par décision de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2008, la Société a adopté la forme de société anonyme à Conseil d'Administration, les fonctions de Président et de Directeur Général étant dissociées.

Le Conseil d'Administration

En suite des résolutions adoptées par l'Assemblée Générale du 28 juillet 2008, le Conseil d'Administration est composé de douze membres : Monsieur Amaury de Sèze (Président), Monsieur Jean-Martin Folz (Vice-président), Madame Anne-Claire Taittinger, Monsieur René Abate, Monsieur Bernard Arnault, Monsieur Sébastien Bazin, Monsieur Nicolas Bazire, Monsieur Jean-Laurent Bonnafé, Monsieur Thierry Breton, Monsieur René Brillet, Monsieur Charles Edelstenne et Monsieur José-Luis Leal Maldonado.

Le Conseil s'est attaché à apprécier l'indépendance de chaque membre du Conseil par rapport à la Direction Générale. Au regard des critères préconisés par le rapport Bouton sur le gouvernement d'entreprise des sociétés cotées et par la recommandation de la Commission Européenne, le Conseil d'Administration estime que parmi ses membres, neuf peuvent être considérés comme des personnalités indépendantes qui n'entretiennent aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de leur liberté de jugement.

Ainsi, Madame Anne-Claire Taittinger et Messieurs Amaury de Sèze, Jean-Martin Folz, René Abate, Thierry Breton, Charles Edelstenne et José Luis Leal Maldonado sont des membres indépendants. La qualité d'ancien salarié de Monsieur René Brillet ne s'oppose pas à ce que ce dernier soit qualifié de membre indépendant dans la mesure où Monsieur René Brillet, aujourd'hui retraité, n'entretient aucune relation avec la société Carrefour qui serait susceptible de générer un conflit d'intérêt et/ou de porter atteinte à sa capacité de jugement. De même, les relations contractuelles liant Carrefour et Cetelem ne font pas obstacle à ce que Monsieur Jean-Laurent Bonnafé soit considéré comme indépendant.

Amaury de Sèze

Président du Conseil d'Administration

Né le 7 mai 1946.

Amaury de Sèze démarre sa carrière en 1968 chez Bull General Electric. En 1978, il rejoint le groupe Volvo où il occupe successivement les postes de Directeur Général, Président-Directeur Général de Volvo France, Président de Volvo Corporate Europe, membre du Comité Exécutif du Groupe Volvo et membre du Comité Stratégique Renault Volvo. Il rejoint le groupe Paribas en 1993 en tant que Membre du Directoire de la Compagnie Financière de Paribas et de la Banque Paribas, en charge des participations et des affaires industrielles puis comme responsable du pôle Participations de la Banque BNP-Paribas. Il était Président de PAI Partners de 1998 à décembre 2007.

Fonctions et mandats actuels :

Vice-président de Power Corporation du Canada, Administrateur de Groupe Industriel Marcel-Dassault, BW Group, Groupe Bruxelles Lambert, Erbe, Pargesa Holding S.A et Suez Environnement, Membre du Conseil de Surveillance de Gras Savoye et Publicis Groupe.

Jean-Martin Folz

Vice-président du Conseil d'Administration

Né le 11 janvier 1947.

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique et ingénieurs des Mines, Jean-Martin Folz commence sa carrière en 1972 au sein d'une direction régionale du Ministère de l'Industrie, après avoir passé un an à Tokyo à la Maison Franco-Japonaise. Entre 1975 et 1978, il occupe différentes fonctions dans les cabinets ministériels et, en dernier lieu, est directeur du Cabinet du Secrétaire d'Etat à l'Industrie.

En 1978, il entre dans le groupe Rhône Poulenc, directeur d'usine à Saint Fons puis Directeur Général Adjoint de Rhône Poulenc Spécialités Chimiques. De 1984 à 1987, il est Directeur Général Adjoint puis Président Directeur Général de Jeumont Schneider. En juillet 1987, il devient Directeur Général de Péchiney puis Président de Carbonne Lorraine. En 1991, il devient Directeur Général de Eridania Béghin Say et Président de Béghin Say. Il entre dans le Groupe PSA Peugeot Citroën en juillet 1995 et devient Directeur de la Division Automobile du Groupe en avril 1996. Il est nommé Président du Groupe PSA Peugeot Citroën à compter du 1^{er} octobre 1997, date à laquelle il devient également Président d'Automobiles Peugeot et d'Automobiles Citroën. Il quitte ces fonctions en 2007.

Président de l'AFEP, Administrateur de Société Générale, Saint Gobain, Alstom et de Solvay (Belgique), Membre du Conseil de Surveillance de AXA.

Anne-Claire Taittinger

Née le 3 novembre 1949.

Anne-Claire Taittinger, diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris, titulaire d'une maîtrise en sociologie urbaine, diplômée d'études supérieures spécialisées d'urbanisme et du Centre de perfectionnement aux affaires, démarre sa carrière en 1976 dans le Groupe Caisse des Dépôts et Consignations comme responsable d'opérations d'urbanisme à la Société centrale d'équipement du territoire. Elle intègre le Groupe du Louvre en 1979 au poste de Secrétaire Général puis devient Président-Directeur Général de la Compagnie Financière Deville. Elle sera successivement Président-Directeur Général de la Compagnie Financière Leblanc, de ELM-LEBLANC, Vice-Président-Directeur Général du pôle industriel DEVILLE, Président-Directeur Général des Parfums Annick Goutal France USA, puis de BACCARAT. Elle devient Directeur Général puis Président du Directoire de la Société du Louvre en 1997, puis en 2002, Président du Directoire de Groupe Taittinger ainsi que Directeur Général de sa filiale Groupe du Louvre dans le cadre d'une dissociation des fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général, fonctions qu'elle quitte en juillet 2006 à la suite du changement d'actionariat du Groupe Taittinger.

Actuellement, elle assume les responsabilités ou mandats sociaux suivants: Senior Advisor de Wefcos – Womens Forum, Administrateur de Club Méditerranée, de Planet Finance, de Financités, de Tocqueville Finance, de l'Etablissement public et commercial du MUSEE d'ORSAY et Président de SAS Le Riffay II.

René Abate

Né le 27 août 1948.

René Abate est diplômé de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées et de la Harvard Business School. Il commence sa carrière comme ingénieur au Port of New York Authority en 1970 puis intègre le BCG en 1974 où il conseille, dans les domaines de la stratégie et de l'organisation, des grandes entreprises de secteurs variés notamment dans les biens de grande consommation et dans la distribution alimentaire et spécialisée. Il a été successivement Senior Vice President, responsable de l'activité du cabinet en France, Chairman du Groupe pour l'Europe et membre du Comité Exécutif Monde, fonctions auxquelles il a renoncé en 2006. Il en est aujourd'hui Senior Advisor.

Associé Gérant de Delphen Sàrl, Membre du Conseil de Surveillance de Atos Origin, Administrateur du Laboratoire Français du Fractionnement et des Biotechnologies et de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées.

Bernard Arnault

Né le 5 mars 1949.

Bernard Arnault choisit la carrière d'ingénieur, qu'il exerce au sein de l'entreprise Ferret-Savinel. En 1974, il en devient Directeur de la Construction, puis Directeur Général en 1977 et enfin Président-Directeur général en 1978. Il le restera jusqu'en 1984, date à laquelle il devient Président Directeur Général de Financière Agache SA et de Christian Dior SA. Il entreprend alors de réorganiser le groupe Financière Agache dans le cadre d'une stratégie de développement fondée sur les marques de prestige. Il fait de Christian Dior la pierre angulaire de cette structure. En 1989, il devient le principal actionnaire de LVMH Moët Hennessy-Louis Vuitton, et crée ainsi le premier groupe mondial du luxe. Il en prend la Présidence en janvier 1989.

Fonctions et mandats actuels :

Président-Directeur Général de LVMH Moët Hennessy-Louis Vuitton SA, Président du Conseil d'Administration de Christian Dior SA, Louis Vuitton pour la Création (Fondation d'Entreprise), Président de Groupe Arnault SAS, Administrateur de Christian Dior Couture SA, Raspail Investissements SA, Société Civile du Cheval Blanc, LVMH Moët Hennessy-Louis Vuitton (Japan) KK, Membre du Conseil de Surveillance de Lagardère SCA et Métropole Télévision « M6 » SA.

Sébastien Bazin

Né le 9 novembre 1961.

De 1985 à 1990, Sébastien Bazin exerce ses fonctions au sein des Groupes Clore puis Painewebber, à New York, San Francisco et Londres. Entre 1990 et 1992, il a occupé les fonctions de Directeur adjoint de Hottinguer Rivaud Finances (Paris). Entre 1992 et 1997, il est Directeur Général de l'Immobilière Hôtelière SA. Entre 1997 et 1999, il est de Président Directeur Général de Colony Capital SAS. Depuis 1999, il est Directeur Général Exécutif de Colony Europe.

Directeur Général Exécutif de Colony Europe, Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de la société d'Exploitation Sports et Evènements Holding Sports et Evènements, Administrateur de Accor et de France Animation, Membre du Conseil de Surveillance de ANF (Les Ateliers du Nord de la France), Président (SAS) de Colwine, Colbison, SAIP, Colfilm et Spazio, Directeur Général (SAS) de Toulouse Canceropole, Gérant (SàRL) de CC Europe Invest et Colmassy, Administrateur (SAS) de Mooncoop, Membre du Conseil de Surveillance (SAS) de Groupe Lucien Barrière.

Nicolas Bazire

Né le 13 juillet 1957.

Nicolas Bazire a été Auditeur puis Conseiller référendaire à la Cour des Comptes. En 1993, il devient Directeur du Cabinet, Chargé de mission auprès du Premier Ministre Edouard Balladur. Associé-Gérant de Rothschild & Cie Banque entre 1995 et 1999, il est nommé Président du Conseil des Commanditaires à cette date. Il est Directeur Général de Groupe Arnault SAS depuis 1999.

Directeur Général de Groupe Arnault SAS et Directeur Développement et Acquisitions de LVMH – Moët Hennessy Louis Vuitton, Administrateur de LVMH – Moët Hennessy Louis Vuitton, de LVMH Fashion Group, IPSOS et Suez Environnement et Membre du Conseil de Surveillance de Rothschild & Cie Banque SCS.

Jean-Laurent Bonnafé

Né le 14 juillet 1961.

Polytechnicien et Ingénieur du Corps des Mines, Jean-Laurent Bonnafé rejoint le Groupe BNP en 1993, à la Direction des Grandes Entreprises. Après avoir été Responsable de la Stratégie et du Développement à partir de 1997, puis Responsable du rapprochement dans le cadre de la fusion BNP et Paribas, il est, depuis 2002, Responsable du pôle Banque de Détail en France, Directeur des Réseaux France et membre du Comité Exécutif du Groupe BNP Paribas. Depuis le 1^{er} juillet 2008, il est Directeur Général Délégué de BNP Paribas.

Jean-Laurent Bonnafé est Président de BNP PARIBAS Développement et Administrateur Délégué de BNL -Banca Nazionale del Lavoro (Italie).

Thierry Breton

Né le 15 janvier 1955.

Thierry Breton est diplômé de l'Ecole supérieure d'électricité (Supelec) de Paris et de la 46^e session de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN).

Il devient, en 1986, chef du projet du Futuroscope de Poitiers puis en dirige le téléport, et intègre le cabinet de René Maunoury au ministère de l'Education nationale en tant que conseiller pour l'informatique et les technologies nouvelles. Il siège également au conseil régional de Poitou-Charentes de 1986 à 1992 (en tant que Vice-président à partir de 1988). Il entre ensuite chez Bull en tant que directeur de la stratégie et du développement, puis directeur général adjoint. Administrateur du groupe en février 1996, il est successivement Vice-président du Conseil d'Administration puis Administrateur Délégué du Groupe.

Président Directeur Général de Thomson (1997-2002) puis Président Directeur Général de France Telecom (2002-2005), il a été Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie entre le 25 février 2005 et le 16 mai 2007. Depuis juillet 2007, il est professeur à l'Université Harvard, aux États-Unis, titulaire d'une chaire : « Leadership, corporate accountability ».

René Brillet

Né le 1^{er} août 1941.

Ancien Directeur Général Asie de Carrefour, René Brillet débute sa carrière comme officier radio dans la marine marchande en 1968. Il rentre en 1972 chez Carrefour et occupe successivement les postes de chef comptable en Italie et au Brésil, puis de directeur de magasin et directeur Organisation et Méthodes toujours au Brésil. En 1981, il rejoint l'Argentine comme Directeur Exécutif, puis dirige l'Espagne de 1982 à 1985 et la France de 1986 à 1995. En 1996, il est nommé Directeur Général Europe, puis Directeur Général Asie en 1998, poste qu'il occupe jusqu'au 28 février 2004.

Charles Edelstenne

Né le 9 janvier 1938.

Expert-comptable diplômé (Lauréat de l'IFEC), Charles Edelstenne intègre Dassault Aviation en 1960, en qualité de Chef du Service des Etudes Financières. Nommé successivement Secrétaire Général Adjoint, Secrétaire Général, Vice-président Chargé des Affaires Economiques et Financières, il est nommé en qualité d'Administrateur en 1989, puis élu Président-Directeur Général en 2000, fonction qu'il occupe depuis lors.

Charles Edelstenne est également Fondateur et Président du Conseil d'Administration de Dassault Systèmes, Membre du Conseil de Surveillance du Groupe Industriel Marcel Dassault SAS, Administrateur de Sogitec Industries, de SABCA (Société Anonyme Belge de Constructions Aéronautiques), Chairman de Dassault Falcon Jet Corporation, USA, et President de Dassault International, USA.

Charles Edelstenne est, depuis 2005, Président du GIFAS (Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales).

José Luis Leal-Maldonado

Né le 25 août 1939.

M. Leal Maldonado a été Secrétaire d'Etat et Ministre de l'Economie en Espagne en 1978 à 1980. De 1980 à 1989, il est Conseiller du Président du Banco de Vizcaya (devenu BBV). De 1990 à 2006 il a présidé l'Association Espagnole de Banque. Il est Commandeur de la Légion d'Honneur et décoré de la Grande Croix de l'Ordre de Carlos III. Il est auteur de deux livres et de nombreux articles.

Administrateur de CEPSA (Compañía Española de Petróleos S.A.), de RENAULT Espagne, de CRB (Cross Road Biotech), Président Asociación « Diálogo » de Amistad con Francia, Acción Contra el Hambre, Fundación FTSI (Trabajadores de la Siderurgia Integral), Vice-président Fundación Fernando Abril, Membre du Patronat Fundación Duques de Soria, Fundación Luis Vives, Fundación HNP (Hospital Nacional de Paraplégicos) et Fundación Euroamérica.

Pour les besoins de leurs mandats sociaux, les membres du Conseil d'Administration et le Directeur Général sont domiciliés au siège social de l'Emetteur.

Il n'existe aucun lien familial entre les mandataires sociaux de l'Emetteur.

A la connaissance de l'Emetteur et au jour de l'établissement de la présente actualisation du document de référence, aucun des mandataires sociaux (membres du Conseil d'Administration et Directeur Général) n'a, au cours des cinq dernières années :

- été condamné pour fraude,
- été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation,
- fait l'objet d'une incrimination ou sanction publique officielle prononcée par une autorité statutaire ou réglementaire,
- été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

A la connaissance de l'Emetteur et au jour de l'établissement de la présente actualisation du document de référence, aucun conflit d'intérêt n'est identifié entre les devoirs de chacun des mandataires sociaux (membres du Conseil d'Administration et Directeur Général) à l'égard de l'Emetteur et leurs intérêts privé ou autres devoirs.

A la connaissance de l'Emetteur et au jour de l'établissement de la présente actualisation du document de référence, il n'existe aucun arrangement ou accord conclu avec les principaux actionnaires, des clients, des fournisseurs ou autres, en vertu duquel l'un des mandataires sociaux (membres du Conseil d'Administration et Directeur Général) aurait été sélectionné en tant que membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou en tant que membre de la direction générale.

Direction Générale

La Direction Générale de la Société est assurée par Monsieur José Luis Duran, nommé à cette fonction par décision du Conseil d'Administration lors de sa séance du 28 juillet 2008.

José Luis Durán

43 ans

Directeur Général

Après des études d'économie, José Luis Durán a commencé sa carrière en 1987 chez Arthur Andersen. Entré chez Pryca (filiale de Carrefour) en 1991, il y exerce successivement les fonctions de contrôleur de gestion (1991-1994), contrôleur de gestion Europe du Sud (1994-1996), puis contrôleur de gestion Amériques jusqu'en 1998. Après avoir été Directeur Financier de Pryca, il devient Directeur Financier de Carrefour Espagne en 1999. En Avril 2001, il est nommé Directeur Général Finances & Gestion et Organisation & Systèmes de Carrefour et rejoint le Comité Exécutif du Groupe. Le 3 février 2005, José Luis Durán est nommé Directeur Général du Groupe. Le 20 avril 2005, il est nommé Président du Directoire. Par décision du Conseil d'Administration du 28 juillet 2008, il est nommé Directeur Général.

José Luis Durán est, par ailleurs, Directeur non-exécutif du conseil d'Administration de HSBC Holding plc depuis le 1^{er} janvier 2008 et Administrateur du Groupe France Télécom depuis le 5 février 2008. Il est également Président de la Fondation Internationale Carrefour et membre du Comité des Sages du Samu Social.

Sur proposition du comité des Rémunérations, Nominations et du Gouvernement d'Entreprise, le Conseil d'Administration, réuni le 14 novembre sous la Présidence d'Amaury de Sèze, a choisi Lars Olofsson, actuellement Executive Vice President du Groupe Nestlé en charge des strategic business units, du marketing et des ventes, pour succéder à José Luis Durán au poste de Directeur Général du Groupe à compter du 1er janvier 2009.

Lars Olofsson sera proposé au poste d'Administrateur de Carrefour lors de la prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

Lars Olofsson, de nationalité suédoise, a fait l'essentiel de sa carrière au sein du Groupe Nestlé. Il a exercé plusieurs fonctions au sein du Groupe, avant de prendre en 1992 la Direction Générale d'une filiale en France puis la Direction Générale de la région nordique en 1995. En 1997, Lars Olofsson devient Président Directeur Général de Nestlé France, avant d'être nommé, en 2001, Executive Vice President du Groupe Nestlé en charge de l'ensemble des activités européennes. Il est multiculturel et parle couramment français. En 2005, Lars Olofsson est promu Executive Vice President du Groupe, en charge des strategic business units, du marketing et des ventes au plan mondial.

José Luis Durán a accepté de continuer à assurer les responsabilités de Directeur Général pendant et pour les besoins de cette période de transition.

7. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES

Président du Conseil d'Administration

Sur proposition du Comité des Rémunérations, des Nominations et du Gouvernement d'Entreprise, le Conseil d'Administration a fixé à 700 000 € la rémunération du Président du Conseil d'Administration étant précisé que cette rémunération ne comporte pas d'options d'achat ou de souscription d'actions, mais sera assortie d'une part variable dont les critères seront définis et appréciés au regard du fonctionnement de la nouvelle gouvernance.

Le Conseil a également décidé que la Société mettra à la disposition du Président un véhicule de fonction, avec chauffeur.

Directeur Général

Sur proposition du Comité des Rémunérations, des Nominations et du Gouvernement d'Entreprise, le Conseil d'Administration a décidé de maintenir inchangée la rémunération du Directeur Général.

Clause de départ

Le Conseil d'Administration de Carrefour, réuni le 26 août 2008, a décidé de faire bénéficier José Luis Duran, Directeur Général, d'une clause de départ dont les conditions, fixées dans la continuité de celles approuvées par l'Assemblée Générale du 15 avril 2008, sont les suivantes :

1. A la cessation du mandat de Directeur Général pour quelque cause que ce soit, le contrat de travail de José Luis Duran reprendra effet avec une rémunération équivalente à celle perçue en tant que Directeur Général,
2. Pour le cas où il serait ensuite mis fin à ce contrat de travail par la Société, sauf pour mise à la retraite ou licenciement pour faute grave ou lourde, la Société versera à José Luis Duran une indemnité, sous les conditions de performances évoquées plus loin.

Il en sera de même pour le cas où, sauf mise à la retraite ou licenciement pour faute grave ou lourde, José Luis Duran ne souhaiterait pas reprendre, après cessation de son mandat de Directeur Général, une activité salariée sous l'autorité de son successeur.

Cette indemnité variera comme suit :

- elle sera de 24 (vingt quatre) mois de rémunération, si le taux de croissance - moyennisé sur les deux derniers exercices clos précédant la cessation des fonctions - du chiffre d'affaires du groupe Carrefour et de son Ebit est positif (à périmètre et change constants);
- et sera seulement de 12 (douze) mois si la variation de l'un de ces deux paramètres (moyenne du chiffre d'affaires et/ou de l'Ebit groupe) n'était pas en croissance.

Par rémunération, il convient d'entendre le salaire fixe et les bonus, y compris les primes sur objectifs (à l'exclusion de toute autre somme et notamment, des primes d'expatriation, des avantages en nature, des remboursements de frais, ou des systèmes d'actionnariat) versés au titre de tout contrat de travail et de tout mandat social au sein du groupe Carrefour par toute société du groupe Carrefour au cours des vingt-quatre mois précédant la cessation des fonctions de mandataire social.

L'indemnité visée ci-avant s'ajoutera à l'indemnité de préavis, à l'indemnité conventionnelle de licenciement et à aux congés payés, étant précisé que tout droit lié à l'ancienneté pendant la période de suspension du contrat de travail continuera d'être acquis.

Le Conseil d'Administration a décidé, en application des décisions prises le 26 août 2008 mais aussi des recommandations AFEP-MEDEF d'octobre 2008, de fixer le montant de l'indemnité de départ qui sera versée à José Luis Duran au titre de la révocation de son mandat social à un montant correspondant à 24 mois de rémunération brute, soit 4.793.937 (quatre millions sept cent quatre-vingt treize mille neuf cent trente-sept) euros.

Le Conseil d'Administration, après délibération et sur avis du Comité des Rémunérations Nominations et du Gouvernement d'Entreprise, a constaté la réalisation par M. José Luis Duran des conditions de performance fixées par le Conseil du 26 août 2008, savoir : un taux de croissance - moyennisé sur les exercices 2006 et 2007 - positif du chiffre d'affaires du groupe Carrefour et de son Ebit.

Souscrivant également pour sa part aux recommandations AFEP-MEDEF et dans ces conditions, José Luis Duran a indiqué au Conseil d'Administration qu'il renonçait au bénéfice de l'ensemble des dispositions de son contrat de travail, notamment à l'indemnité de préavis, à l'indemnité conventionnelle de licenciement et à ses congés payés, et ainsi à tout recours contre le groupe Carrefour au titre de la rupture du mandat social et du contrat de travail.

Jetons de présence alloués aux Membres du Conseil d'Administration de la Société

L'Assemblée Générale du 28 juillet 2008 a fixé à 900 000 € le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration.

Sur proposition du Comité des Rémunérations, des Nominations et du Gouvernement d'Entreprise, le Conseil d'Administration a décidé de répartir lesdits jetons de présence annuellement de la manière suivante :

- Président du Conseil d'Administration :	10 000 €
- Vice Président du Conseil d'Administration :	10 000 €
- Président du Comité des comptes et du contrôle interne :	10 000 €
- Président du Comité des Rémunérations :	10 000 €
- Président du Comité Stratégie :	10 000 €
- Membre d'un Comité (un ou plus) :	10 000 €
- Membres du Conseil d'Administration :	55 000 €

étant précisé que :

- o les 10 000 € liés à l'appartenance à un ou plusieurs Comités seront fonction de l'assiduité du membre du Comité aux séances de celui-ci (ceux-ci),
- o les 55 000 € liés à l'appartenance au Conseil seront composés d'une part fixe de 40 000 € et d'une part variable de 15 000 € fonction de l'assiduité du membre du Conseil aux séances de celui-ci.

Le montant des jetons de présence sera versé une fois par an au mois de juillet.

8. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Les membres du Conseil d'Administration ont été nommés par l'Assemblée Générale du 28 juillet 2008 pour une durée de 3 exercices. Conformément aux dispositions de la 19^{ème} résolution adoptée par ladite Assemblée Générale et afin de procéder chaque année au renouvellement par tiers de ses membres, le Conseil d'Administration a, par tirage au sort, déterminé les noms des administrateurs sortants par anticipation au terme de la première et de la deuxième année.

En conséquence, les Administrateurs sortants par anticipation au terme de l'exercice 2008 seront Messieurs René Abate, Nicolas Bazire, Jean-Martin Folz et José Luis Leal Maldonado. Les Administrateurs sortants par anticipation au terme de l'exercice 2009 seront Madame Anne-Claire Taittinger, Sébastien Bazin, Thierry Breton et Charles Edelstenne.

Les mandats de Messieurs Amaury de Sèze, Bernard Arnault, Jean-Laurent Bonnafé et René Brillet viendront à expiration lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Le Conseil d'Administration possède trois Comités spécialisés, créés en 2008. Ces comités ont pour objectif d'approfondir certaines questions spécifiques et de faire des propositions au Conseil d'Administration.

Le Comité des comptes et du contrôle interne

Le Comité, composé pour au moins les deux-tiers de ses membres d'Administrateurs répondant à la qualification d'indépendance telle qu'elle est retenue par le Conseil au vu des recommandations de Place, se réunit au moins quatre fois par an. Il ne comprend aucun membre de la Direction Générale de la Société. Le Président du Comité est désigné par le Conseil d'administration.

Le Comité a pour mission d'analyser les états financiers trimestriels, semestriels et annuels diffusés par la Société à l'occasion de l'arrêté des comptes et d'en approfondir certains éléments avant leur présentation au Conseil d'Administration.

Le Comité examine toutes questions relatives à ces comptes et documents financiers : choix des référentiels comptables, provisions, résultats analytiques, normes prudentielles, calcul de rentabilité et toute question comptable présentant un intérêt méthodologique ou susceptible de générer des risques potentiels.

Le Comité analyse les rapports sur le contrôle interne.

Le Comité examine également toute question relative à la politique de conformité relevant, notamment, du risque de réputation ou de l'éthique professionnelle.

Le Comité pilote la procédure de sélection des Commissaires aux comptes, formule un avis sur le montant des honoraires pour l'exécution des missions légales du contrôle et soumet au Conseil le résultat de cette sélection.

Il examine le programme d'intervention des Commissaires aux comptes, leurs recommandations et leur suivi.

Il se fait communiquer annuellement le montant et la répartition des honoraires versés par le Groupe Carrefour aux Commissaires aux comptes et aux réseaux auxquels ils appartiennent, recensés selon un modèle approuvé par le Comité. Il s'assure que le montant ou la part que Carrefour représente dans le chiffre d'affaires du Commissaire aux comptes ou du réseau ne sont pas de nature à porter atteinte à l'indépendance des Commissaires aux comptes.

Il donne son accord préalable sur toute mission dont le montant des honoraires (hors taxes) excède un million d'euros. Le Comité ratifie a posteriori les autres missions sur présentation de la Direction Financière du Groupe. Le Comité reçoit tous les ans un compte-rendu de la Direction Financière du Groupe sur l'ensemble des missions « non audit » réalisées par les réseaux des Commissaires aux comptes du Groupe.

Au moins deux fois par an, le Comité consacre une partie de la séance à une rencontre avec les Collège des Commissaires aux comptes, hors la présence de la Direction Générale de la Société.

Le Comité examine le projet de rapport du Président sur les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Sur tous les sujets de sa compétence, le Comité entend à sa diligence, et hors la présence des membres de la Direction Générale s'il l'estime opportun, les responsables financiers et comptables du Groupe ainsi que le responsable de l'audit et du contrôle interne.

La composition du Comité est la suivante :

Président :	Jean-Martin Folz (Personnalité indépendante),
Membres :	René Brillet (Personnalité indépendante), Sébastien Bazin.

Comité des Rémunérations, des Nominations et du Gouvernement d'Entreprise

Le Comité des Rémunérations, des Nominations et du Gouvernement d'Entreprise comprend une majorité de membres répondant à la qualification d'indépendance telle qu'elle est retenue par le Conseil au vu des recommandations de Place. Il ne comprend aucun membre de la Direction Générale de la Société. Le Président du Comité est désigné par le Conseil d'administration.

En tant que Comité des Rémunérations, il est chargé d'étudier toutes questions relatives au statut personnel des mandataires sociaux, notamment les rémunérations, les retraites et les attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société, ainsi que les dispositions de départ des membres des organes de direction ou de représentation de la Société.

Il examine les conditions, le montant et la répartition des programmes d'options de souscription ou d'achat d'actions. De même, il examine les conditions d'attribution d'actions gratuites.

Il est consulté sur la politique des rémunérations des cadres dirigeants.

En tant que Comité du Gouvernement d'Entreprise, il a pour mission d'assister le Conseil d'administration dans l'adaptation du gouvernement d'entreprise de Carrefour et dans l'évaluation de son fonctionnement.

Il procède au suivi régulier de l'évolution des disciplines de gouvernance aux niveaux mondial et national. Il en présente une synthèse, au moins une fois l'an, au Conseil d'administration. Il sélectionne les mesures adaptées au Groupe et susceptibles d'aligner les procédures, organisations et comportements de celui-ci sur les meilleures pratiques.

Il examine le projet de rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et tout autre document requis par la loi et les règlements. Il prépare, avec le Président, les délibérations relatives à la proposition de nomination d'administrateur par l'Assemblée générale des actionnaires.

En tant que Comité des Nominations, il est chargé de proposer au Conseil d'administration le choix du Président. En concertation avec le Président, il est chargé de proposer au Conseil le choix du Directeur Général, et, le cas échéant, le choix de Directeurs Généraux délégués.

Le Comité apprécie, en l'absence de l'intéressé, la manière dont le Président s'acquitte de sa mission. Il procède, en l'absence des intéressés, à l'évaluation des performances du Directeur Général et, le cas échéant, des Directeurs Généraux délégués.

Il est en outre chargé d'étudier les dispositions permettant de préparer la relève des mandataires sociaux.

Il propose au Conseil d'administration la nomination des membres et des Présidents de Comité lors de leur renouvellement.

Il est chargé d'évaluer l'indépendance des administrateurs et en rend compte au Conseil d'administration. Le Comité examine, le cas échéant, les situations résultant d'absences répétées d'administrateur.

La composition du Comité est la suivante :

Président : Anne-Claire Taittinger (Personnalité indépendante),
Membres : René Abate (Personnalité indépendante),
Nicolas Bazire.

Le Comité Stratégie

Le Comité est composé de quatre membres désignés par le Conseil d'administration parmi ses membres. Son Président est désigné par le Conseil d'administration.

Le Comité Stratégie a pour mission d'aider le Conseil d'administration à orienter et fixer la stratégie du Groupe et non de se substituer à lui en ce domaine.

Il a pour objet de préparer les décisions les plus importantes pour l'avenir du Groupe (acquisitions et cessions d'actifs, études d'opportunités de croissance externe, ouverture de nouveaux pays...) et d'orienter les travaux préparatoires en vue d'organiser le séminaire annuel du Conseil d'administration.

Il constitue une cellule de réflexion et peut conduire ses travaux avec l'aide d'invités choisis en fonction de leurs domaines d'expertise et d'expérience.

Le président du Comité rend compte périodiquement au Conseil d'administration de ses travaux (analyses, études, réflexions, conclusions).

La composition du Comité est la suivante :

Président : Amaury de Sèze (Personnalité indépendante),
Membres : Bernard Arnault,
Nicolas Bazire (en cas d'absence de Bernard Arnault),
René Brillet (Personnalité indépendante).

9. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Le capital social au 31 octobre 2008 s'élève à 1 762 256 790 euros divisé en 704 902 716 actions chacune de 2,5 euros de nominal, entièrement libérées et toutes de même catégorie. Il est inchangé par rapport au 31 décembre 2007. Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. La Société est autorisée à procéder à l'identification des titres au porteur.

Lors du dernier relevé TPI effectué au mois de décembre 2007, le nombre d'actionnaires répertoriés s'élevait à près de 307 000 actionnaires (dont un peu plus de 2 200 inscrits au nominatif et près de 305 000 inscrits au porteur).

Le nombre de droit de vote, au 31 octobre 2008, ressort à 753 669 980. En soustrayant de ce chiffre les droits de vote qui ne peuvent être exercés, le nombre total de droits ressort à 733 791 391.

Par courriers du 16 mai 2008, la société de droit néerlandais Comet B.V. (Herengracht 483, 1017 BT Amsterdam, Pays-Bas), la société Citra SA (208 Val des Bons Malades L 2017, Luxembourg) et la société par actions simplifiée Halley Participations (c/o Halley Invest, 174 boulevard Haussmann, 75008 Paris), ont déclaré avoir franchi de concert en baisse, le 15 mai 2008, les seuils de 10% et 5% du capital et des droits de vote de la société CARREFOUR et ne plus détenir de concert aucune action CARREFOUR.

Ce franchissement de seuils résulte de la fin de l'action de concert entre les membres de la famille Halley.

Par courrier du 17 juillet 2008, la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Blue Capital S.à.r.l. (1) (1, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg), la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Blue Partners S.à.r.l. (2) (1, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg) et la société par actions simplifiée Groupe Arnault SAS (3) (41 avenue Montaigne, 75008 Paris) ont déclaré avoir franchi de concert (4) en hausse, le 15 juillet 2008, le seuil de 10% des droits de vote de la société CARREFOUR et détenir de concert, au 16 juillet 2008, 95 491 028 actions CARREFOUR représentant autant de droits de vote, soit 13,55% du capital et 12,66% des droits de vote de cette société (5).

Ce franchissement de seuil résulte de l'acquisition de 5 000 000 d'options d'achat par Groupe Arnault SAS et de l'acquisition de 15 166 770 actions CARREFOUR par Blue Partners S.à.r.l.

- (1) La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Blue Capital S.à.r.l. est détenue :
- à hauteur de 50% par Blue Partners S.à.r.l., une société de droit luxembourgeois indirectement contrôlée par deux fonds d'investissement, respectivement Colony Investors VIII, LP et Colyzeo Investors II, LP, conseillés par Colony Capital LLC, une société d'investissement sous la conduite de M. Thomas J. Barrack, Jr. ;
 - à hauteur de 50% par Cervinia SA, une société de droit belge contrôlée par Groupe Arnault SAS.

(2) Société de droit luxembourgeois indirectement contrôlée par deux fonds d'investissement, respectivement Colony Investors VIII, LP et Colyzeo Investors II, LP, conseillés par Colony Capital LLC, une société d'investissement sous la conduite de M. Thomas J. Barrack, Jr.

(3) Contrôlée par M. Bernard Arnault et sa famille.

(4) Blue Partners S.à.r.l. et Groupe Arnault SAS étant réputés, en vertu de l'article L. 233-10 II 2°, être de concert avec Blue Capital S.à.r.l., société qu'elles contrôlent conjointement (directement ou indirectement).

(5) Sur la base d'un capital composé de 704 902 716 actions représentant 754 404 233 droits de vote, en application du 2^{ème} alinéa de l'article 223-11 du règlement général.

Au 31 octobre 2008, le capital est réparti de la façon suivante :

CAPITAL (au 31 octobre 2008)

Actionnaires	Nombre de titres	En %	Nombre de voix AGO	En %	Nombre de voix AGE	En %
Blue Capital	75 324 258	10,69%	75 324 258	10,27%	75 324 258	10,27%
Blue Partner Sàrl	15 166 770	2,15%	15 166 770	2,07%	15 166 770	2,07%
Croupe Arnault SAS*	5 000 000	0,71%	5 000 000	0,68%	5 000 000	0,68%
Salariés	7 408 100	1,05%	14 816 200	2,02%	14 816 200	2,02%
Autodétention	19 878 589	2,82%				
Autocontrôle						
Public	582 124 999	82,58%	623 484 163	84,97%	623 484 163	84,97%
Total	704 902 716	100,00%	733 791 391	100,00%	733 791 391	100,00%

* Options d'achat d'actions assimilées en vertu de l'article L. 233-9 4° du Code de commerce

10. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Acte constitutif et statuts

1. Objet social (article 2 des statuts)

La Société a pour objet :

- . la création, l'acquisition et l'exploitation, en France et à l'étranger, de magasins pour la vente de tous articles, produits, denrées ou marchandises et, accessoirement, la prestation, dans le cadre de ces magasins, de tous services susceptibles d'intéresser la clientèle;
- . l'achat, la fabrication, la vente, la représentation, le conditionnement et l'emballage de ces produits, denrées et marchandises ;
- . et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ou d'en assurer le développement.

La Société pourra agir, directement ou indirectement et faire toutes ces opérations en tous pays, pour son compte propre ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en participation, association, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés, et les réaliser et exécuter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra également prendre tous intérêts et participations dans toutes sociétés ou entreprises françaises et étrangères, quel qu'en soit l'objet.

2. Par décision de l'Assemblée Générale du 28 juillet 2008, la Société a adopté la forme de société anonyme à Conseil d'Administration, les fonctions de Président et de Directeur Général étant dissociées.

Le Conseil d'Administration (Statuts articles 11, 12, 13 et 14)

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois à dix huit membres.

Dès que le nombre des administrateurs ayant dépassé 70 ans est supérieur au tiers des administrateurs en fonction, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office ; son mandat prendra fin à la date de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Chaque administrateur doit être propriétaire de 1000 actions au moins pendant la durée de son mandat.

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés pour une durée de trois années et renouvelés par tiers (ou par fraction aussi égale que possible) chaque année. Lors du Conseil d'Administration suivant les premières nominations, les noms des administrateurs sortants par anticipation au terme de la première et de la deuxième année sont déterminés par tirage au sort. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Les fonctions des administrateurs prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Le Conseil d'Administration élit, parmi ses membres, un Président qui doit être une personne physique. La limite d'âge pour exercer les fonctions de Président est fixée à 70 ans. Le Président peut exercer ses fonctions jusqu'à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle il atteint son soixante dixième anniversaire.

La nomination du Président peut être faite pour toute la durée de ses fonctions d'administrateur.

Le Conseil d'Administration nomme en son sein un Vice-président qui est appelé à suppléer le Président en cas d'absence, d'empêchement temporaire, de démission, de décès ou de non renouvellement de son mandat. En cas d'empêchement temporaire, cette suppléance vaut pour la durée limitée de l'empêchement; dans les autres cas, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration dont il rend compte à l'Assemblée Générale.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué par la convocation.

Les administrateurs sont convoqués par le Président, ou le cas échéant par le Vice-président, par tous moyens, même verbalement.

Les réunions du Conseil d'Administration sont présidées par le Président du Conseil d'Administration, ou le cas échéant, par le Vice-président.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

Le Secrétaire du Conseil d'Administration est habilité à certifier conformes les copies et extraits des procès-verbaux des délibérations.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui le concernent.

Le Conseil procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut consulter tous les documents qu'il estime utiles.

Direction (Statuts article 16)

Conformément aux dispositions légales, la direction générale de la société est assumée sous sa responsabilité soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale précitées à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration nomme parmi ses membres, ou en dehors d'eux, le Directeur Général qui doit être une personne physique de moins de 65 ans qui est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers.

La limite d'âge pour exercer les fonctions de Directeur Général est fixée à 65 ans; les fonctions du Directeur Général qui atteint cet âge cessent à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle cet âge est atteint.

Lorsque la direction générale de la société est exercée par le Président, les dispositions légales réglementaires ou statutaires relatives au Directeur Général lui sont applicables. Il prend le titre de Président Directeur Général et peut exercer ses fonctions jusqu'à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 65 ans.

Le Conseil d'Administration peut définir les domaines dans lesquels le Directeur Général doit consulter le Conseil dans l'exercice de son mandat.

Aux termes des dispositions du Règlement Intérieur adopté par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 28 juillet 2008, sont soumises à autorisation préalables du Conseil d'Administration les décisions suivantes :

- Les engagements de caution, d'avals ou de garanties au nom de la Société ;
 - les cessions d'immeubles par nature, les cessions totales ou partielles de participations, les constitutions de sûretés sur les biens sociaux;
 - les décisions d'implantation à l'étranger, directement, par création d'établissement, de filiale directe ou indirecte, ou par prise de participation, ou les décisions de retrait de ces implantations ;
 - toute opération de fusion, scission et apport d'actifs ;
 - l'acquisition, sous quelque forme que ce soit, notamment par voie d'investissement, de souscription à une augmentation de capital ou d'emprunts, d'actifs immobilisés ;
 - toute entrée de minoritaires dans le capital actuel ou potentiel de toute entité contrôlée,
 - la cession, sous quelque forme que ce soit y compris sous forme d'apport d'actifs, d'actifs immobilisés;
 - la cession (totale ou partielle) des actifs non financiers et non valorisés au bilan que sont les Marques et les fichiers Clients ;
 - toute décision d'emprunt au-delà d'un seuil fixé par le Conseil et que ce dernier pourra réactualiser;
 - en cas de litige, toute transaction et tout compromis portant sur des montants supérieurs à des valeurs déterminées par le Conseil et que ce dernier pourra réactualiser,
 - toute démarche contractuelle tendant à la mise en place de tous plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou de plans d'attributions gratuites d'actions,
 - toute modification de l'organisation de la Société ;
 - la politique de rémunération des principaux dirigeants.
3. (Article 9 des statuts) Un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives et entièrement libérées, inscrites au nom du même titulaire depuis deux ans au moins.
4. L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour modifier les droits des actionnaires, conformément aux dispositions légales.
5. Assemblées générales (Statuts Articles 20 à 23)

Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées personnellement ou par mandataire, sur justification de son identité et de la propriété des actions, sous la forme et au lieu indiqués dans l'avis de convocation, au plus tard trois jours ouvrés avant la date de réunion de l'Assemblée Générale, à zéro heure, heure de Paris.

Tout actionnaire peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire dans toutes les Assemblées. Il peut également voter par correspondance dans les conditions légales.

Tout actionnaire pourra également, si le Conseil d'Administration le décide au moment de la convocation de l'Assemblée, participer et voter aux Assemblées par visioconférence ou par tout moyen de télécommunication y compris Internet permettant son identification dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales en vigueur. Cette décision est communiquée dans l'avis de réunion publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires.

Ceux des actionnaires qui utilisent à cette fin, dans les délais exigés, le formulaire électronique de vote proposé sur le site Internet mis en place par le centralisateur de l'Assemblée, sont assimilés aux actionnaires présents ou représentés. La saisie et la signature du formulaire électronique peuvent être directement effectuées sur ce site grâce à un code identifiant et à un mot de passe, conformément à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1316-4 du Code civil.

La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'Assemblée par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, étant précisé qu'en cas de cession de titres intervenant avant le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant cette date et cette heure.

Les Assemblées sont convoquées par le Conseil d'Administration dans les conditions et délais fixés par la loi. Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par le Vice-président ou un administrateur désigné par le Conseil.

Les fonctions des scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptants qui disposent, tant en leur nom personnel que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le Bureau désigne le Secrétaire qui peut être choisi en dehors des membres de l'Assemblée.

Les Assemblées Générales Ordinaires ou Extraordinaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par la loi exercent les pouvoirs qui leur sont attribués conformément à celle-ci.

6. Néant.
7. Aux termes des dispositions de l'article 7 des Statuts, il ressort qu'outre le respect de l'obligation légale d'informer la Société de la détention de certaines fractions du capital et des droits de vote qui y sont attachés, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, venant à détenir un nombre d'actions représentant une proportion du capital social ou des droits de vote, égale ou supérieure à 1% du capital social ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, doit informer la Société du nombre total d'actions et des droits de vote qu'elle possède, ainsi que des titres donnant accès à terme au capital et des droits de vote qui y sont potentiellement attachés, par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de cinq jours de bourse à compter du franchissement de seuil.

L'obligation d'informer la Société s'applique également lorsque la participation de l'actionnaire au capital ou en droits de vote devient inférieure à chacun des seuils mentionnés ci-dessus.

Les sanctions prévues par la loi en cas d'inobservation de l'obligation de déclaration de franchissement des seuils légaux s'appliquent également en cas de non-déclaration du franchissement des seuils prévus par les présents statuts, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou de plusieurs actionnaires détenant au moins 5% du capital ou des droits de vote de la Société.

8.

Néant.

11. TABLE DE CONCORDANCE

Rubriques de l'annexe 1 du Règlement européen (CE) n° 809/2004 mises à jour dans la présente actualisation du document de référence :

1. Personnes responsables	Chapitre 1
9. Examen de la situation financière et du résultat	Chapitre 2 - Rapport d'activité semestriel
10. Trésorerie et capitaux	Chapitre 3 - Comptes consolidés au 30 juin 2007
12. Information sur les tendances	Chapitre 5 - Chiffre d'affaires du 3ème trimestre 2007
14. Organes d'Administration, de Direction et de Surveillance et Direction Générale	Chapitre 6 - Organes d'Administration, de Direction et de Surveillance et Direction Générale
15. Rémunération et avantages	Chapitre 7 - Rémunération et avantages
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction	Chapitre 8 - Fonctionnement des organes d'administration et de direction
18, Principaux actionnaires	Chapitre 9 - Principaux actionnaires
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'Emetteur	Chapitre 3 - Comptes consolidés au 30 juin 2007 Chapitre 4 - Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2007 Chapitre 5 - Chiffre d'affaires du 3ème trimestre 2007
21. Informations complémentaires	Chapitre 10 - Informations complémentaires